

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

L'Humanité



SOMMET DU G7

LE CHOIX DE LA GUERRE

Réunis à Kananaskis, au pied des Rocheuses canadiennes, les dirigeants des grandes puissances tentent de dégager une position commune sur les bombardements israéliens en Iran. P. 2

ANDREW BRACKEN / REUTERS

À l'Assemblée, l'enlisement d'une loi de régression

Les députés devraient rejeter le projet de loi de simplification de la vie économique, qui vise à défaire de nombreuses normes sociales et environnementales. P. 8



BLANCHET PHALIPPE / HANS FR

La nouvelle vie du palais de la Découverte compromise

Ce musée vivant des sciences devait partiellement rouvrir le 11 juin, après rénovation. Ses portes restent closes, ce qui alarme les salariés et la communauté scientifique. P. 14



ÉDITORIAL

PAR STÉPHANE SAHUC

Préventive

Le G7 va-t-il suivre la ligne de plusieurs de ses membres : entériner et justifier les bombardements israéliens sur l'Iran ? S'il le fait, le concept de guerre préventive, utilisé par Tel-Aviv pour légitimer ses opérations militaires, sera validé. Ainsi que toutes les conséquences qui vont avec. Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, le monde ne sera pas plus sûr après ça.

En s'affranchissant du droit international avec la bénédiction des principales puissances, Israël donne un exemple dangereux. Et des pays occidentaux font la démonstration que le fonctionnement du monde est désormais ouvertement régi par le « deux poids deux mesures ». Comment justifier la condamnation sans concession de la Russie après son attaque de l'Ukraine, les sanctions qui la frappent, la solidarité militaire avec l'Ukraine et, dans le même temps, la mansuétude vis-à-vis d'Israël, dont le premier dirigeant est sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité ? Si on fait le compte, Israël est sur le point d'éradiquer Gaza, de chasser les Palestiniens de Cisjordanie. Le même État a bombardé la Syrie, le Liban et le Yémen au prétexte de détruire des milices pro-iraniennes, en dehors de toute légalité internationale.

Israël s'affranchit sans complexe de tout cadre légal.

Enfin, Netanyahu a lui-même reconnu qu'il a ordonné à l'armée israélienne et au Mossad, en novembre 2024, de se préparer à attaquer les installations nucléaires iraniennes. Bien avant l'alerte donnée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur les seuils d'enrichissement de l'uranium. En réalité, Israël avait largement le temps de passer par les voies du droit international pour désamorcer une éventuelle menace iranienne. Israël s'affranchit sans complexe de tout cadre légal. Si les principales puissances occidentales persévérent à lui donner un blanc-seing, elles s'aliènent le droit et la légitimité de condamner toute future guerre déclenchée au nom d'une « menace » jugée « existentielle » par le pays agresseur. Ce serait accepter le retour de la primauté de la force comme mode de résolution des conflits. La France, historiquement du côté du multilatéralisme et du droit international, ne peut valider cette logique. ■

Au G7, les pays occidentaux font le choix de la force

DIPLOMATIE Au Canada, sept grandes puissances – Allemagne, Royaume-Uni, Canada, États-Unis, France, Italie et Japon – se réunissent jusqu'à mardi pour évoquer notamment les bombardements israéliens en Iran. La plupart ont défendu la « guerre préventive » de Benyamin Netanyahu.

Au Canada, une partie de l'Occident se réunit depuis le dimanche 15 juin. À l'occasion du sommet du G7, les dirigeants de l'Allemagne, du Royaume-Uni, du Canada, des États-Unis, de France, d'Italie et du Japon se retrouvent à Kananaskis, dans la province de l'Alberta jusqu'à mardi, pour envoyer, disent-ils, « un message commun » sur le conflit entre Israël et l'Iran.

Au quatrième jour des bombardements israéliens sur l'Iran, l'escalade militaire meurtrière se poursuit. Le dernier bilan officiel du ministère iranien de la Santé recense au moins 224 morts et plus d'un millier de blessés depuis vendredi. Le gouvernement israélien, qui a promis, lundi, de continuer ses opérations pour détruire les capacités nucléaires et militaires de l'Iran, a affirmé avoir frappé le centre de commandement de la Force Qods, l'unité d'élite iranienne. Le ministre de la Défense, Israël Katz, a justifié ces attaques : « Les habitants de Téhéran seront contraints de payer le prix de la dictature et d'évacuer leurs maisons des zones où il sera nécessaire d'attaquer les cibles du régime et les infrastructures de sécurité à Téhéran. »

En riposte, le régime iranien a lancé plusieurs salves de missiles dans le centre et le nord d'Israël ; elles ont fait 24 morts et des centaines de blessés. « Nous continuons à protéger les habitants d'Israël », a promis Israël Katz.

Face à cet engrenage militaire au Moyen-Orient, un texte commun va-t-il être

paraphé par les dirigeants au G7 ? Les principales puissances occidentales légitiment le concept de « guerre préventive » invoqué par Benyamin Netanyahu. Au nom du « droit d'Israël à se défendre », Tel-Aviv peut à leurs yeux bombarder un autre État. En 2003, les États-Unis de George W. Bush avaient usé du même langage pour justifier leur invasion de l'Irak, au prétexte que le régime de Saddam Hussein aurait détenu des armes de destruction massive... Vingt ans plus tard, alors que la France, l'Allemagne et la Russie s'étaient opposées à cet argument fallacieux des néoconservateurs américains, le président français le reprend en expliquant que Téhéran « déstabilise toute la région » en se dirigeant vers l'obtention du nucléaire militaire.

« Par un curieux retournement de perspective, le pays agressé est présenté comme celui qui incarne un danger pour l'ordre régional et international, s'étonne le directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), Didier Billion. Ce qui est encore plus préoccupant, c'est quel l'impulsion vient d'en haut, puisque Emmanuel Macron hésite pas à reprendre la rhétorique sur le droit d'Israël à se défendre. Nous assistons à un retournement complet de ce qui incarnait le droit international : l'agresseur devient l'agressé, et c'est le premier qu'il faut défendre. C'est la prime à la loi du plus fort et la rupture assumée avec les principes qui prétendaient régir les relations internationales. »

Donald Trump a appelé Téhéran à « négocier immédiatement » car « l'Iran n'est pas en train de gagner cette guerre ».

Le premier ministre travailliste britannique, Keir Starmer, a défendu les mêmes positions que Paris en indiquant, avant de s'envoler pour le Canada : « Nous sommes préoccupés depuis longtemps par



À Kananaskis,
lundi 16 juin,
Susie Wiles,
cheffe de cabinet
de la Maison-
Blanche,
Scott Bessent,
secrétaire au Trésor,
Marco Rubio,
secrétaire d'État,
et Pete Hoekstra,
ambassadeur
des États-Unis
au Canada,
accompagnent
Donald Trump.

MARK SCHIEFELBEIN / AP PHOTO

le programme nucléaire que l'Iran défend, et nous reconnaissons le droit à la légitime défense d'Israël. » Le chancelier allemand, Friedrich Merz, a lui affirmé que l'Iran « ne devait jamais se doter de l'arme nucléaire ».

SEULE VOIX DISSONANTE : CELLE DU JAPON

Tous insistent sur la « menace existentielle » que représenterait l'Iran pour Israël. Une menace « pour les pays de la région et pour nous aussi », va jusqu'à déclarer le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot.

La seule voix dissonante de ce G7 est celle, pour l'instant, du premier ministre japonais, Shigeru Ishiba, qui a condamné vendredi les bombardements israéliens contre l'Iran, qualifiés d'« absolument intolérables » et « extrêmement regrettables », dans un contexte de violences croissantes dans la région.

Dans l'Ouest canadien, les négociations autour du communiqué final voient toutefois s'affronter diverses tendances diplomatiques. « Je pense qu'il existe un consensus en faveur d'une désescalade », a expliqué le premier ministre britannique, Keir Starmer. « Nous ferons une proposition visant à rédiger un communiqué final sur ce sujet, dans lequel nous soulignerons une nouvelle fois que l'Iran ne doit en aucun cas entrer en possession de matériel pouvant servir à la fabrication d'armes nucléaires », a pour sa part annoncé le chancelier allemand, Friedrich Merz. Certains observateurs doutent de la possibilité d'un texte commun à l'issue du sommet. « La logique de guerre préventive, radicalement contraire aux fondements du droit international, est revendiquée et assumée comme telle par Benyamin Netanyahu mais aussi, avec beaucoup plus de circonvolutions et d'hypocrisie, par la majeure partie des dirigeants occidentaux qui s'alignent de facto sur Tel-Aviv », note Didier Billon.

Hélas, les dirigeants européens restent encore une fois bien timorés devant les risques que fait peser une telle « guerre préventive » sur la sécurité au Moyen-Orient et sur le droit international. La cheffe de la diplomatie de l'UE, Kaja Kallas, a convoqué en visioconférence une

réunion spéciale des ministres européens des Affaires étrangères pour coordonner leurs efforts et « réduire les tensions ». Lors de son entretien téléphonique avec le premier ministre israélien, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, n'a pas appelé Benyamin Netanyahu à un cessez-le-feu immédiat : elle lui a simplement suggéré que la diplomatie était la meilleure solution « à long terme » avec l'Iran.

Plus tôt, le dirigeant israélien avait exploité l'ultime argument à l'adresse des Européens qui oseraient condamner cette nouvelle violation du droit international. Israël, a-t-il expliqué, « ne subira pas un second holocauste, un holocauste nucléaire. Nous en avons déjà subi un au siècle dernier ». Dans le *New York Times*, l'ancien ambassadeur des États-Unis en Israël, Daniel B. Shapiro, estime qu'« Israël continuera jusqu'à ce que, d'une manière ou d'une autre, l'Iran ne conserve plus de capacité d'enrichissement » de l'uranium.

Du côté des États-Unis, l'appui militaire s'accroît. Le général Michael Kurilla, chef du commandement central

américain, a même demandé une augmentation de l'aide à Israël, mais le Pentagone n'a pas encore approuvé sa demande, selon le site Web américain Semaphore. À son arrivée au Canada, Donald Trump a réitéré son soutien inconditionnel à Israël, en appelant Téhéran à « négocier immédiatement avant qu'il ne soit trop tard » car « l'Iran n'est pas en train de gagner cette guerre ».

L'Iran, de son côté, exhorte les pays européens à faire cesser les attaques israéliennes sur son territoire. « L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni auraient dû condamner très clairement les crimes du régime sioniste », a expliqué Esmaïl Baghaï, porte-parole de la diplomatie iranienne. Téhéran a prévenu qu'une reprise des négociations n'était pas envisageable tant que les attaques israéliennes se poursuivaient. Lundi, après le bombardement du siège de la télévision publique iranienne, Benyamin Netanyahu a explicité ses buts de guerre : l'élimination du guide suprême de la République islamique, Ali Khamenei, a-t-il déclaré, « mettrait fin au conflit ». ■

VADIM KAMENKA

SOMMET LES DROITS DE DOUANE ET L'UKRAINE AU MENU

Si les dirigeants du G7 réunis jusqu'au 17 juin dans les Rocheuses canadiennes devaient aborder principalement le conflit entre l'Iran et Israël, d'autres échanges sont prévus, sur les droits de douane notamment. Le premier ministre canadien, Mark Carney, le chancelier allemand Friedrich Merz, la cheffe du gouvernement italien, Giorgia Meloni, ou encore le président français Emmanuel Macron ont prévu des discussions bilatérales avec le président Donald Trump. La plupart des dirigeants veulent aborder la question de l'imposition de taxes d'au moins 10 % sur la plupart des produits entrant aux États-Unis. Présente au Canada,

la présidente de la Commission européenne a appelé lundi à garder les échanges « équitables, prévisibles et ouverts » et « éviter le protectionnisme ». D'autres dirigeants ont été invités, notamment ceux d'Inde, d'Ukraine, du Mexique, d'Afrique du Sud et d'Australie. Le président Volodymyr Zelensky, qui a fait le déplacement dans l'Alberta, évoquera le soutien occidental à Kiev. Face aux difficultés sur le terrain, aux bombardements russes, le dirigeant plaide pour davantage de soutien militaire et de sanctions à l'égard de Moscou. La situation à Gaza devrait être aussi abordée. Mais aucune chance que des sanctions contre le gouvernement israélien soient défendues.

Entre l'Europe et Israël, le flux des armes ne se tarit pas

Des révélations de médias et d'associations attestent de la coopération militaire entre l'UE et Tel-Aviv, tandis qu'au moins 55 000 Palestiniens, dont 16 000 enfants, ont été tués à Gaza.



Le 5 juin, à Marseille. FELICE ROSA/HANS LUCAS

Les exemples s'enchaînent, les preuves s'accumulent. L'Europe et la France financent, vendent et fournissent des armes à Israël, alors même que la bande de Gaza subit un génocide, que la Cisjordanie est menacée d'annexion et que l'Iran est bombardé par l'armée de Benyamin Netanyahu.

Tandis que les dockers de Fos-sur-Mer, près de Marseille, ont bloqué plusieurs tonnes d'équipements militaires à destination du port d'Haïfa, sur la côte israélienne, et qu'un rapport de plusieurs

ONG confirme que la France livre « un flux ininterrompu » d'armes à Israël depuis octobre 2023, de nouvelles révélations éclairent ce commerce des armes entre l'Europe et Israël.

Disclose, Investigate Europe et Reporters United démontrent qu'une partie des fonds d'un projet de développement de drones militaires financé par l'Europe et sept gouvernements européens, dont la France, va bénéficier à une entreprise publique d'armement israélienne. Intracom Defense, une filiale de l'entreprise Israel Aerospace Industries, principale firme aéronautique israélienne, va ainsi toucher 14 des 59 millions d'euros d'argent public

destiné au programme Actus, consacré à l'armement et à la certification de drones.

Si cette entreprise a pu percevoir cet argent et même être désignée coordonnatrice du projet, c'est en raison de sa création et de sa domiciliation en Grèce. Sauf qu'elle a été rachetée au printemps 2023 par Israel Aerospace Industries : l'Europe et les États impliqués soutiennent et financent donc un programme militaire qui profite d'abord à l'industrie militaire israélienne.

Le 7 juin, *De Morgen*, quotidien belge néerlandophone, et *The Ditch*, un média irlandais, révélaient également que trois palettes de « roulements à rouleau conique »

étaient en train de transiter par le port d'Anvers en Belgique à destination d'Israël. Ces pièces sont destinées à l'entreprise d'armement israélienne Ashot Ashkelon Industries, « chargée en exclusivité des systèmes de transmission sur les chars israéliens Merkava, qui appuient de façon systématique les offensives terrestres à Gaza », selon Stop Arming Israel France.

Si l'entreprise Timken à l'origine de cet équipement est américaine, l'usine de fabrication est française, située à Colmar (Haut-Rhin). Ces roulements devaient embarquer dans un cargo à destination du port israélien d'Ashdod, mais, après le retentissement des révélations médiatiques, le départ a été retardé.

Du développement des technologies militaires au financement des programmes de recherche, en passant par la vente et le transport d'équipements de guerre, l'Europe est impliquée dans « toutes les étapes de l'armement israélien », regrette l'eurodéputé belge Marc Botenga (PTB). Il est donc « tout à fait clair » que l'Europe se rend complice du génocide à Gaza, s'insurge-t-il.

« ON PEUT AGIR POUR QUE LA CHAÎNE MEURTRIÈRE S'ARRête »

« Tous ces exemples rendent très concrète la coopération entre la France et Israël en matière d'armement », affirme Loïc, de Stop Arming Israel France. « Ces millions d'euros d'armement se traduisent en canons et munitions qui tirent sur les Palestiniens, en roulements de char qui écrasent les habitants de la bande de Gaza », fustige le militant. Une coopération militaire à rebours des décisions de la Cour internationale de justice, dénonce Marc Botenga : « En janvier 2024, elle a affirmé que tous les États avaient le devoir de faire tout ce qui était possible pour éviter un génocide. »

Un des leviers principaux pour faire cesser cette coopération militaire entre l'Europe, la France et un État génocidaire : « la pression populaire », estime l'eurodéputé. Alors que le Salon international de l'aéronautique et de l'espace a ouvert ses portes lundi au Bourget, le gouvernement s'est résolu, à la dernière minute, à interdire l'accès aux stands de neuf exposants d'armes israéliens, après une campagne d'Amnesty International contre cet événement rebaptisé le « Salon du génocide ». En conséquence, un mur noir a été érigé pour cacher les stands concernés.

À Fos-sur-Mer, « on a vu que l'action citoyenne, celle des travailleuses et travailleurs, peut avoir un impact plus rapide que les décisions judiciaires et politiques », insiste également Loïc. « Des ingénieurs qui conçoivent les armes aux ouvriers qui les fabriquent, en passant par la douane ou par les marins, les routiers et les travailleurs de l'aviation qui les transportent, collectivement, on peut agir pour que la chaîne meurtrière s'arrête », assure-t-il. Dans un communiqué, la CGT Air France de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle (Paris) a d'ailleurs annoncé la couleur lundi : « Nous ne voulons pas être les maillons d'une chaîne de guerre. » ■

THÉO BOURRIEAU



Le 15 juin. Le site de Bid Kaneh, dans la province de Téhéran, bombardé par des missiles israéliens. AFP

Le nucléaire iranien, objet de tous les fantasmes

Lancé à la fin des années 1950 avec l'aide des États-Unis, le programme nucléaire iranien est aujourd'hui réparti sur au moins six sites dans le pays. Signataire du traité de non-prolifération, Téhéran reste soumis aux inspections de l'AIEA, qui publie des données précises sur le sujet. Mais quelques secrets demeurent bien gardés.

Où en est la bombe iranienne ? Voici vingt ans que la question revient comme un serpent de mer au cœur des tensions internationales, avec l'assertion à nouveau avancée par Benyamin Netanyahu pour justifier les bombardements de l'armée israélienne contre des installations, des scientifiques et des cadres militaires du programme nucléaire iranien que le pays serait à quelques mois de se doter de la bombe, « un point de non-retour », a résumé le premier ministre israélien.

Ces bombardements ont suscité une inquiétude mondiale, et notamment celle du directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, qui a estimé la situation « particulièrement préoccupante ». Les équipes de l'AIEA sont en contact avec l'Iran pour « vérifier l'état des installations concernées », notamment « l'installation d'enrichissement de combustible de Natanz », qui, selon les autorités iraniennes, a été touchée. Et de rappeler quelques principes fondamentaux : « Les installations nucléaires ne doivent jamais être attaquées, quels que soient le contexte ou les circonstances. »

En 2015, l'accord de Vienne scellé sous la présidence de Hassan Rohani avec les grandes puissances (format 5 + 1 : États-Unis, Royaume-Uni, France, Chine, Russie et Allemagne) avait permis de s'engager sur une voie de résolution négociée, avec la mise en place des fameuses « garanties TNP », un terme technique qui correspond au respect des obligations prévues par le traité de non-prolifération nucléaire, entré en vigueur en 1970 et signé désormais par 191 pays.

L'Iran y est toujours considéré comme un « Endan », un état non doté d'armes nucléaires.

Depuis le retrait unilatéral des États-Unis de l'accord de Vienne décidé par Donald Trump, en 2018, l'Iran a considéré qu'il n'était donc pas tenu de respecter toutes ses obligations. Précisément, le 12 juin dernier, l'AIEA publiait une résolution adoptée par le Conseil des gouverneurs, l'instance dirigeante de l'agence, à propos des « garanties TNP » apportées par l'Iran. Celle-ci pointe le « manque de coopération de l'Iran », des « activités liées au nucléaire dans trois emplacements non déclarés » et « l'accumulation rapide d'uranium hautement enrichi par l'Iran, seul État non doté d'armes nucléaires à produire de telles matières ». Selon l'AIEA, l'Iran dispose aujourd'hui de 400 kilos d'uranium enrichi à hauteur de 60 %. Or le seuil pour fabriquer une bombe est de 90 %. Selon tous les experts, l'Iran n'est pas sur le point de pouvoir en confectionner une, et encore moins de la projeter, quand bien même les dirigeants en auraient l'intention.

Ce 15 juin, le sixième round du cycle de négociations entre Téhéran et Washington, qui se tiennent depuis deux mois, devait s'ouvrir à Oman, avec, à la clé, un possible accord. L'objectif affiché par Benyamin Netanyahu d'empêcher par tous les moyens l'Iran de se doter d'un arsenal nucléaire pourrait toutefois avoir l'exact effet inverse. Ce mardi, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmaeil Baghaei, a déclaré que le Parlement iranien préparait un projet de loi visant à se retirer du TNP. ■

Selon l'AIEA, l'Iran dispose aujourd'hui de 400 kg d'uranium enrichi à hauteur de 60 %. Or le seuil pour fabriquer une bombe est de 90 %.

benjamin.koenig@l-humanite.fr

La gauche française unie contre la guerre en Iran

Les responsables des partis s'accordent pour dénoncer d'une voix unanime ce nouveau front militaire ouvert par le gouvernement de Benyamin Netanyahu.

C'est une condamnation unanime. Depuis le déclenchement par l'armée israélienne de l'opération « Rising Lion », qui a visé les installations nucléaires et militaires iraniennes, la gauche est en ordre de bataille pour dénoncer d'une même voix ces « frappes illégales » et appeler à un retour à la « paix ».

Ce lundi 16 juin, au micro de France Télévisions, Olivier Faure, tout juste réélu à la tête du Parti socialiste, a condamné cette nouvelle intervention militaire : « Aujourd'hui, on a la guerre avec l'Iran, avec le Liban, avec la Syrie, à Gaza. La colonisation qui se poursuit en Cisjordanie. (...) Après le 7 octobre 2023, il y a eu une forme d'emballement qui conduit à un génocide à Gaza et, partout ailleurs, à ce que le feu l'emporte sur le reste. » Quant à la question du nucléaire iranien, le député s'est dit convaincu que ces bombardements n'anéantiront pas « la capacité de l'Iran à se doter de l'arme nucléaire », mais que seule « la négociation par la diplomatie » peut « arriver à quelque chose ».

« DÉFENDRE LE DROIT INTERNATIONAL CONTRE LES AVENTURES MILITAIRES »

De son côté, l'Écologiste Marine Tondelier a dénoncé durant le week-end la position du président de la République, qui a réaffirmé « le droit d'Israël à se défendre et à assurer sa sécurité », en pointant une « réaction (...) qui cautionne les frappes israéliennes (et qui) n'est pas à la hauteur de la tradition diplomatique française ». La secrétaire nationale des Écologistes a aussi rappelé la nécessité pour la France de « défendre le droit international contre les aventures militaires », tout en condamnant « les infractions au TNP (traité de non-prolifération des armes nucléaires - NDRL) et les actions hostiles de l'Iran ». Dès le 13 juin, Fabien Roussel, le secrétaire national du PCF, a réclamé avec force que cette « course au chaos meurtrier de Benyamin Netanyahu » soit « stoppée ». Le chef de file des communistes a appelé « les 124 pays de la Cour pénale internationale (à) faire appliquer le mandat d'arrêt émis à son encontre ». Jean-Luc Mélenchon, le patron des insoumis, a, lui, jugé « inadmissible » « l'agression de Netanyahu contre l'Iran », qui aurait pour seul but d'« empêcher les négociations USA-Iran sur le nucléaire. Ensuite, à coup sûr, (de) détourner le regard sur ce qui se passe à Gaza et en Cisjordanie ».

Face à l'escalade en cours au Moyen-Orient, la gauche française a donc fait le choix de faire taire ses dissonances pour défendre un même horizon : celui de la paix. ■

Comment analysez-vous les attaques israéliennes contre l'Iran et la riposte de Téhéran ?

La première question porte sur les buts réels de cette attaque : peut-on si facilement admettre qu'il s'agit uniquement de démanteler les installations nucléaires iraniennes ? C'est sur cette base qu'Emmanuel Macron a déclaré son soutien à Israël, en invoquant son droit à se défendre. Or, on peut imaginer que ce but n'est pas exclusif et même douter du fait qu'il s'agisse du motif principal. Au-delà de ça, est-ce réaliste ? Peut-on démanteler un programme nucléaire par ce genre de bombardements ? Enfin, est-ce légal et légitime ?

Tel-Aviv revendique son droit à se défendre en parlant de « guerre préventive »,

en parlant de « guerre préventive », une notion contraire au droit international.

Le droit international ne laisse aucune place à l'idée de « guerre préventive » que la diplomatie américaine avait voulu faire admettre au moment de l'opération contre l'Irak en 2003. La réponse des institutions internationales et des juristes a toujours été très claire : il n'existe aucun droit à la guerre préventive et le droit à la légitime défense n'est acceptable que lorsqu'on a affaire à une attaque avérée d'un ennemi défini. Or, l'Iran n'a pas mené contre Israël d'attaque directe pouvant justifier cette opération, dont il faut noter qu'elle a déjà

fait des centaines de morts dans la population civile

Cette opération est prévue depuis des mois. Pourquoi le gouvernement de Benyamin Netanyahu choisit-il d'attaquer maintenant ?

D'abord, probablement en raison de la crainte, côté israélien, d'un accord possible entre l'Iran et les États-Unis sur la question nucléaire. Netanyahu n'en veut absolument pas. Il y a aussi l'idée de l'action complémentaire à celle menée à Gaza. L'opération qu'une majorité d'observateurs

tient pour génocidaire dans l'enclave palestinienne a fini par créer des lézardes dans le camp occidental, où Israël compte ses alliés les plus fidèles. Déclencher une opération contre l'Iran vise à reconstituer une sorte d'union sacrée. Enfin, le gouvernement israélien d'extrême droite est très fragile et ne peut se régénérer que par une escalade de la violence. Prendre l'Iran pour cible le permet car il semble se dégager une majorité dans l'opinion publique israélienne pour approuver cette offensive.



BERTRAND BADIE
Professeur émérite
à Sciences-Po Paris

concernant le sort de Gaza. Or, objectivement, cette situation reconstitue le pire: une opposition frontale entre le monde occidental replié sur lui-même et l'ensemble du Sud global qui refuse d'appuyer l'action israélienne contre l'Iran.

Quel sera l'impact de cette escalade au Moyen-Orient sur les équilibres à l'échelle globale ?

Finalement, cela renforce l'idée

selon laquelle la puissance est impuissante. Le jeu du gouvernement de Netanyahu est de miser là-dessus pour écraser toutes les forces qui s'opposent à Israël. Mais on constate que si cette puissance a une incroyable et épouvantable capacité de destruction, elle n'est en aucun cas porteuse de solution. On tue des dizaines de milliers de Palestiniens, en particulier des enfants. On s'attaque aussi la Syrie et au Liban. De plus en plus de cibles civiles iraniennes, et non militaires, sont touchées. Le nombre de morts commence à devenir considérable, des dépôts de carburant sont détruits. Les attaques israéliennes ne constituent pas seulement une opération technique pour mettre fin au programme nucléaire iranien.

« Le gouvernement de Netanyahu est fragile. Il ne peut se régénérer que par une escalade de la violence. »

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR EMMA MEYER



Batiment touché par les bombes israéliennes, à Téhéran, le 15 juin.

18

Les informés

**de Jean-Rémi Baudot et Agathe Lambret,
du lundi au jeudi à 20h
1h de décryptage et d'analyse de l'actualité**



chaque mardi avec
L'Humanité

franceinfo:
radio • web • tv canal 27

«Dans la vie, rien n'est à craindre, tout est à comprendre.» Marie Curie

L'HOMME DU JOUR



Yanis Mhamdi

« Je viens d'être extradé en Jordanie. Merci à tous pour votre mobilisation. Enfin libéré !!! » Il l'a lui-même annoncé en ces termes sur le réseau social X : le journaliste français du site d'information Blast faisait partie, avec son compatriote Pascal Maurières et le Néerlandais Marco Van Rennes, des trois derniers membres de la Flottille pour Gaza détenus en Israël depuis l'interception illégale du *Madleen* dans les eaux internationales, dans la nuit du 8 au 9 juin. Le ministère des Affaires étrangères israélien a déclaré, lundi 16 juin au matin, qu'ils avaient finalement été renvoyés vers la Jordanie en vue de leur rapatriement. Leur expulsion avait été reportée en raison de la fermeture de l'espace aérien, à la suite des attaques lancées par l'armée israélienne contre l'Iran. ■

OLIVIER CHARTRAIN

! C'EST UN SCANDALE

L'ONU contrainte de sacrifier l'aide humanitaire mondiale

L'Organisation des Nations unies fait face « aux pires coupes financières qui ont jamais frappé le secteur humanitaire ». Cette annonce de l'ONU est consécutive à la décision de Donald Trump de supprimer 92 % des financements de programmes à l'étranger par l'USAid, l'agence américaine pour le développement international. Le nouveau plan de 29 milliards de dollars, là où l'ONU sollicitait 44 milliards pour 2025, doit « hyperprioriser » l'aide pour 114 millions de personnes au lieu de « 180 millions de personnes vulnérables », d'après le communiqué transmis par l'agence de coordination de l'aide humanitaire de l'ONU (Ocha). « Nous avons été forcés de faire un tri de la survie humaine », a dénoncé Tom Fletcher, le sous-secrétaire général aux Affaires humanitaires.

L'œil de Babouse



LA BONNE NOUVELLE Jeanne et Jean Philippeau, Justes parmi les nations

C'est un combat mené depuis trente ans par Arlette Testyler, 92 ans, et sa sœur Madeleine, 93 ans. Lundi 16 juin, à Vendôme (Loir-et-Cher), Jeanne et Jean Philippeau ont reçu la médaille de Justes parmi les nations à titre posthume. De 1942 à 1945, ce couple de modestes Vendômois a caché les deux enfants, arrêtées lors de la rafle du Vél'd'Hiv et évadées pendant leur transfert vers la Pologne. Depuis 1995, elles demandaient cette distinction pour ceux qui leur ont offert une « seconde naissance », selon les mots d'Arlette, qui est présidente de l'Union des déportés d'Auschwitz. C'est enfin chose faite... sauf qu'au dernier moment, le maire de Vendôme a voulu annuler la cérémonie, invoquant notamment le « contexte géopolitique ». Colère d'Arlette : pour elle, l'enjeu c'est « la reconnaissance de la France que j'aime, celle des petites gens, qui n'était pas celle du maréchal Pétain ». « Ce qui se passe à Gaza et en Israël n'a rien à voir », ajoute-t-elle, plaident pour « que cette guerre se termine » et « que tous aient un État ». Les Justes font des Justes. ■ O. C.

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Vidéo 1 Paloma, étudiante, et Anaïs Lavielle, journaliste, se sont jointes à la marche mondiale vers Gaza. Elles témoignent des pressions des régimes égyptien et israélien.

Vidéo 2 Rencontre avec Delphine Noels, cinéaste belge engagée, qui a maintenu un lien constant avec le docteur Ahmed Al Moghrabi lors des assauts meurtriers de l'armée israélienne à l'hôpital Nasser de Khan Younès, en 2024.

Vidéo 3 Parce qu'ils délivraient des médicaments à l'unité dans leur officine, deux pharmaciens, Eliza Castagné et Antoine Prioux, ont été sanctionnés par six mois d'interdiction d'exercer, dont quatre avec sursis, par la chambre de discipline de l'ordre des pharmaciens de Nouvelle-Aquitaine. Ils ont fait appel de cette décision jugée anachronique.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Les barbares

C'est entendu. Pour Bruno Retailleau, c'est bien Mai 68 qui a engendré les barbares, avec qui il veut en finir. On attendrait tout de même une définition un peu plus précise. Pour Nicolas Baverez, chroniqueur au *Figaro*, en plus des assassinats commis par des mineurs dans la vague des attaques au couteau, et depuis « le tournant de l'affaire du voile de Creil qui a déclenché la démission de l'État et de la justice », le terrorisme islamiste « croise la délinquance » et est accompagné par « le basculement de l'ultragauche dans une violence radicale ». Dans le même temps, « notre pays est régulièrement parcouru par des émeutes meurtrières et dévastatrices. Depuis 2017 se sont succédé le mouvement des gilets jaunes, les manifestations contre la réforme des retraites, les pillages insurrectionnels qui suivirent la mort de Nahel ». Et aussi la quasi-guerre civile en Kanaky - Nouvelle-Calédonie, le saccage du centre de Paris après la victoire du PSG... Bref, tout cela qui relève de « la tyrannie de la violence ». Retraités, manifestants, assassins... Les voilà les barbares. ■

La Poste ne vous a pas livré l'Humanité ?

appelez le

36 31

La Poste assume la mission de service public de la distribution des journaux afin de garantir le pluralisme par l'égal accès à l'information. Cette mission est mise à mal par de fréquents retards. Avec la Société des lectrices et des lecteurs de l'Humanité (S2LH), nous vous invitons à signaler tout problème d'acheminement de l'Humanité au 3631 (service gratuit + prix d'un appel), le numéro mis à disposition des usagers par La Poste, et à en informer la S2LH à : lectriceslecteurs@humanite.fr



Une loi de simplification antisociale

ASSEMBLÉE NATIONALE

NATIONALE Le projet de loi de simplification de la vie économique pourrait être rejeté dans l'Hémicycle ce mardi. Les députés de gauche dénoncent son caractère antisocial et antiécologique, tandis que les macronistes pointent un texte devenu fourre-tout.

Simplification de l'économie rime avec se débarrasser de l'écologie. Les députés votent ce mardi la loi de simplification de l'économie lancée au Sénat au printemps 2024 par le ministre d'alors, Bruno Le Maire. Le texte pourrait être rejeté, n'étant soutenu que par la droite et l'extrême droite. Sans surprise, la gauche devrait voter contre ce texte antisocial et antiécologique. Ô surprise ! Le groupe macroniste, Ensemble pour la République (EPR), a décidé dimanche, lui aussi, de rejeter ce texte.

Les députés EPR refusent la suppression des zones à faibles émissions, qui limitent l'accès des vieux véhicules aux aires métropolitaines, adoptée à la faveur d'un amendement voté le 28 mai par les élus du Rassemblement national (RN), des « Républicains » et de La France insoumise. Il faut dire que le texte a été fortement remanié depuis qu'il a été présenté par le gouvernement Attal : 2700 amendements ont été examinés à l'Assemblée, des articles ont ainsi été ajoutés. « Il y a beaucoup de freins à l'adoption du texte », estime la chef de file EPR sur le texte, Marie Lebec. En réunion, « nous avons décidé qu'un vote contre est un vote fort pour dire notre attachement à la simplification », expose-t-elle, estimant que le pari n'est pas rempli et que certaines « dispositions ne sont pas sans conséquences pour le monde économique ». Notamment

le refus par « la gauche et l'extrême droite » de faire des centres de données (data centers) d'origine non européenne des projets d'intérêt majeur. Le texte pourrait donc n'avoir les faveurs que de la droite et de l'extrême droite.

En vertu du caractère d'« urgence » du texte décidé par le gouvernement, il devrait poursuivre sa navette parlementaire et être examiné en commission mixte paritaire (CMP), vraisemblablement à l'automne. Les macronistes préfèrent repartir, en CMP, de la version du texte adoptée au Sénat, qu'ils jugent moins « dénaturée ».

La gauche, elle, est inquiète d'un projet de loi qui comprend des reculs en matière écologique. Les députés ne sont pas allés jusqu'à supprimer le principe de « zéro artificialisation nette », comme le souhaitait une partie de la droite, mais en a réduit la portée : les projets industriels créateurs d'emplois ne seront plus concernés. « Toute ambition est abandonnée en matière de lutte contre l'artificialisation des sols », déplore la députée Les Écologistes Lisa Belluco. Celle-ci déplore la facilitation de la reconnaissance des projets répondant à une raison impérative d'intérêt public majeur. Cette dernière aura pour effet de « mettre à mal la protection des espèces ». Ainsi, l'implantation d'infrastructures, de centres de données

informatiques, gourmands en énergie, serait plus aisée, au nom d'une industrialisation qui se veut rapide.

Chef de file pour le groupe Gauche démocrate et républicaine (GDR), Emmanuel Maurel estime qu'on a « un texte confus, sans queue ni tête ». Son examen s'est fait sur plusieurs mois, au lieu d'avoir, comme c'est d'usage, une semaine dédiée. « Les débats ont permis à la droite et au RN de faire l'étalement de leurs convictions antiécologiques primaires », déplore-t-il, rappelant qu'il a même été question de « supprimer l'Office national de la biodiversité ».

LE DROIT DU TRAVAIL ATTAQUÉ

Il dénonce un texte qui « ne simplifie pas la vie des salariés ». Ce texte fourre-tout a aussi permis aux élus de droite d'affaiblir le droit au travail et la réflexion collective, parfois même contre l'avis du gouvernement. Côté Code du travail, les débats parlementaires auront quand même permis de faire sauter les sujets les plus controversés. Parmi ceux-ci, la suppression de lignes sur la fiche de paie, qui aurait eu comme effet d'invisibiliser pour le salarié les bénéfices de sa cotisation, ou encore le relèvement du nombre de salariés à partir duquel certaines normes deviennent obligatoires. Bloqué aussi in extremis



Lors des débats, la droite a fait l'étalement du peu de cas qu'elle fait de l'environnement. XOSE BOUZAS/HANS LUCAS

à l'Assemblé, un article destiné à alléger les sanctions pénales applicables aux chefs d'entreprise, qui empêcherait le bon déroulement d'un audit environnemental et social.

Il n'empêche, « derrière la « simplification », plusieurs mesures contenues dans ce texte s'en prennent directement au droit du travail et au fonctionnement démocratique des instances représentatives du personnel », rappelait la CGT le 11 juin. Parmi les inquiétudes, le remplacement d'une partie des réunions de CSE obligatoires par des concertations en distanciel, « au détriment de la qualité des échanges en présentiel et du lien collectif », regrette la centrale syndicale. Plus critiquée encore, la disposition qui prévoit de réduire le délai légal pour informer les salariés d'une cession d'entreprise, de deux à un mois, rendant presque impossible l'élaboration d'un plan de reprise alternatif, notamment sous forme de coopérative (Scop ou SCIC).

UNE VINGTAINE D'INSTANCES CIBLÉES

Présenté comme un cadeau aux PME-TPE, le relèvement de 40 000 à 100 000 euros du seuil à partir duquel un marché public doit faire l'objet d'une procédure comportant un appel d'offres est aussi critiqué. En renforçant la capacité des grands groupes, il risque au contraire « d'encourager le recours à la sous-traitance en cascade, à la pression sur les TPE-PME qui subissent cette sous-traitance et, derrière, à la maltraitance des salariés », a confié Thomas Vacheron, secrétaire confédéral de la CGT à Alternatives économiques.

Au fil du débat parlementaire, le texte a aussi prévu la suppression d'une grosse vingtaine d'instances de concertation et de réflexion. C'est le cas de la Commission nationale de conciliation des conflits collectifs de travail, dans laquelle représentants de salariés et employeurs siègent à parts égales, mais aussi d'organismes qui éclairent la décision publique par leur expertise, comme l'Observatoire national de la politique de la ville, le Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique, l'Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers, l'Agence de financement des infrastructures de transport de France, ou encore, la commission du label Diversité, « un symbole alors que les discriminations au travail explosent », dénonce la CGT. Signe d'une hostilité plus large à toute réflexion qui puisse s'inscrire dans le temps long et évaluer la complexité des enjeux, un amendement parlementaire conditionne la création de toute nouvelle commission consultative à la suppression d'au moins deux autres instances. ■

GAËL DE SANTIS ET HÉLÈNE MAY

Le Planning familial alerte sur les coupes budgétaires

DROIT L'association féministe et d'éducation populaire subit un assèchement financier sans précédent. Elle interpelle les politiques et lance une campagne.

« Notre Planning est en danger », alerte sans détour sa présidente, Sarah Durocher, alors que « des baisses et des coupes budgétaires » sont observées « partout sur le territoire », menaçant l'accès à ses centres. Le conseil régional des Pays de la Loire a ainsi coupé 100 % de ses subventions au Planning familial. « La région ne doit plus être un carnet de chèques ambulant », osait la présidente de région Christelle Morançais (Horizons) en février. L'association a fait les frais de ses choix politiques. Dans le Loiret, les subventions ont été amputées de 10 %, soit 47 000 euros. Le conseil départemental de la Drôme a, lui, fermé sept centres de santé sexuelle dans son territoire et réduit de 20 % la somme allouée à l'association.

« Lors de la dernière permanence, nous avons accueilli trois jeunes personnes de 16 ans. Elles avaient entendu parler du Planning lors d'un cours d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Evars). L'une d'elles voulait accéder à une contraception. Une autre a souhaité une consultation organisée au pied levé pour des problèmes de troubles alimentaires. L'entretien a révélé

des violences sexuelles », témoigne avec émotion Sarah Bloch, membre d'une antenne drômoise, tout en détaillant une journée d'écoute, d'orientation, d'information destinée à des personnes parfois isolées, vulnérables, sans moyens. Dans la Drôme, il faut désormais parcourir 50 kilomètres pour consulter dans un centre de santé sexuelle. En outre, les attaques des militants antichoix contre l'Evars ont redoublé.

**Dans la Drôme,
il faut désormais
parcourir 50 km
pour consulter
dans un centre.**

Depuis des mois, le réseau associatif demande à l'État un engagement et une parole forte face à « une crise financière » que subit aussi la FNcidff (Fédération nationale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles), comme le dénonce sa directrice, Clémence Pajot : « Nous versons la prime Ségur depuis la revalorisation obtenue par nos salariés en août 2024. Mais l'État ne nous a toujours pas versé les compensations. Et la subvention de fonctionnement n'a

toujours pas été versée. » Vendredi, la ministre chargée de l'Égalité a assuré qu'elle débloquerait le 24 juin les 7 millions d'euros dus aux 98 CIDFF. « Si ce n'est pas fait, nous serons en cessation de paiements », prévient Clémence Pajot.

Cette situation financière inédite éclôt dans un contexte mondial inquiétant. Aux États-Unis, les droits des femmes et des minorités LGBT+ reculent, avec un fort impact en Europe. En Pologne, en Italie, en Grande-Bretagne, les forces conservatrices et anti-droits gagnent du terrain. « Le Planning familial a une mission d'intérêt général, mais n'est pas un service public », rappelle Albane Gaillot, sa codirectrice. Alors qu'une tribune parue dans *le Monde* le lundi 16 juin relaie ce « cri d'alarme », l'association lance aujourd'hui un appel aux dons (1). Face aux mouvements conservateurs et d'extrême droite financés par des milliardaires, gouvernement et parlementaires doivent surtout s'engager clairement pour les femmes et les minorités de genre, pour leur droit à disposer de leur corps, et contre les violences sexuelles. ■

KAREN JANSELME

(1) Sur www.planning-familial.org/fr

L'Indre fait partie des territoires où la démographie médicale est la plus déficitaire et nombre de ses habitants sont forcés à de longs déplacements pour se faire soigner. Il y a déjà quelques années, une bataille avait été menée pour maintenir une maternité au Blanc, ville du centre du département, à plus d'une heure de route de tout autre hôpital.

Il existe à Châteauroux un hôpital public et une clinique propriété du groupe Elsan. L'hôpital assure l'essentiel de l'offre de soins, avec la seule maternité du département, le Samu et un gros service d'urgence. La clinique a une activité centrée sur la chirurgie, en particulier dans des spécialités qui n'existent plus dans le secteur public, faute de médecins. Cette clinique de petite taille est hébergée dans des locaux vieillissants et rencontre des difficultés financières, car son activité décline dans un département où la population diminue. Face à cette situation, Elsan a sollicité l'agence régionale de santé (ARS) pour un regroupement de ses activités sur le site de l'hôpital, tout en conservant son statut d'entreprise privée lucrative. Le projet prévoit la reconstruction du bloc opératoire de l'hôpital, entièrement

LA CHRONIQUE SANTÉ DE CHRISTOPHE PRUDHOMME



défendre l'hôpital en tant que président de son conseil de surveillance, soutient cette option. Il est constant dans ses idées, car il avait dénigré l'hôpital par voie de presse, en conseillant à ses concitoyens de ne pas s'y rendre.

Heureusement, la majorité des médecins de l'hôpital, ainsi que les syndicats du personnel et un certain nombre d'élus du département, qui vont de la gauche à une sénatrice pourtant du même parti de droite que le maire, s'opposent à cette proposition. Ils soutiennent une autre option : celle de la fermeture de la clinique et de l'intégration de ses activités et de son personnel au sein de l'hôpital. Il n'est plus possible de maintenir une concurrence délétère entre le public et le privé. La seule solution pour maintenir une offre de soins hospitalière cohérente et stable à Châteauroux, c'est l'hôpital public qui, avec les autres hôpitaux de proximité du département, doit s'organiser et être doté de moyens suffisants pour répondre aux besoins de la population. C'est cela, le rôle de l'État et de son relais qu'est l'ARS, et non de mettre de l'argent sur la table pour enrichir les actionnaires du groupe Elsan qui s'engraissent déjà assez sur le dos de la Sécurité sociale et des patients. ■

Scandale à Châteauroux

financé par des fonds publics, et la mise à disposition de la clinique de bâtiments présents sur le site hospitalier. Il s'agit ni plus ni moins qu'd'utiliser de l'argent public pour aider Elsan, deuxième groupe de cliniques en France, dont les actionnaires sont un fonds d'investissement anglo-saxon siégeant au Luxembourg, la famille Bettencourt et AXA. Cerise sur le gâteau, le maire de Châteauroux, censé



VICTOIRE DES ÉBOUEURS

Le 13 juin, après dix jours de grève, les agents de collecte des déchets de l'agglomération du Grand Angoulême (Charente) ont repris le travail. L'accord, qui a été signé par la CFDT et la CGT, prévoit une augmentation des primes pour les éboueurs.

VERDICT POUR JENNYFER

Le tribunal de commerce a désigné comme repreneurs de l'enseigne de prêt-à-porter Jennyfer, déclarée en liquidation judiciaire depuis mai dernier, Beaumanoir et Celio. La reprise, effective depuis le 13 juin, concerne 34 magasins et 234 des 999 employés de l'enseigne.

GRÈVE AU LOUVRE

Le Louvre, musée le plus visité au monde, était fermé ce lundi, en raison d'une grève lancée à l'appel de la CGT, pour qui « l'institution est en train de s'effondrer de l'intérieur », et qui s'insurge contre les sous-effectifs chroniques qui mènent à un épuisement du personnel.

Le conclave sur les retraites coince sur la pénibilité

NÉGOCIATIONS Syndicats et employeurs doivent se retrouver ce mardi 17 juin pour une dernière séance de discussions autour de la réécriture de la réforme de 2023, mais l'intransigeance du Medef rend l'issue incertaine.



Ultime passe d'armes avant signature ? Ce mardi, les négociateurs du « conclave », qui planchent depuis fin février sur la réécriture de la réforme de 2023 (recul de l'âge légal de 62 à 64 ans et accélération de l'allongement de la durée de cotisation), se retrouvent pour une dernière séance de discussion. Bien malin celui qui saura dessiner le point d'atterrissement de cette journée, tant le Medef campe sur ses positions.

Rappelons que ce conclave a failli exploser en vol, à la suite de la défection de trois de ses participants : FO, U2P et CGT ont jeté l'éponge, dénonçant des discussions verrouillées à double tour. Les rescapés (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CPME et Medef) ont continué de discuter, même si la probabilité que les réunions accouchent d'un texte réellement ambitieux est quasi nulle.

Les participants sont disposés à toper, mais encore faut-il qu'ils aient suffisamment d'arguments pour « vendre » l'accord à leur base. Le Medef a affiché la couleur depuis le début : hors de question de débouloner la borne des 64 ans et de mettre la main à la poche pour financer d'éventuelles concessions faites aux syndicats. De son côté, Marylise Léon, secrétaire générale

de la CFDT, avait fixé très tôt ses lignes rouges : pour elle, le retour à 62 ans n'était plus forcément un prérequis indispensable, mais il fallait que le patronat lâche du lest, sur les femmes et la pénibilité notamment.

POUR LA CFDT, « IL N'Y AURA PAS D'ACCORD SI LE PATRONAT N'AVANCE PAS PLUS »

Or, en fait de concessions, celles-ci sont (pour l'instant) très maigres. Le Medef a envoyé un courrier aux participants, dans lequel il s'attaque au sort des femmes avec enfants, grandes perdantes de la réforme de 2023, puisque le recul de l'âge légal rend inutiles les trimestres supplémentaires acquis au titre de la maternité : auparavant, ces trimestres pouvaient leur permettre de partir à taux plein à 62 ans ; elles doivent désormais patienter deux ans de plus.

Pour corriger cette injustice, le Medef propose une réforme du mode de calcul du salaire annuel moyen (SAM), servant de base pour fixer le niveau de leurs pensions. Le SAM des femmes avec enfants ne serait plus calculé sur leurs 25 meilleures années, mais sur 23 ou 24, ce qui

mécaniquement améliorerait leur pension. Mais le gain serait modeste, selon une étude de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) que nous avons consultée : entre 13 et 30 euros de plus par mois, en fonction des scénarios, pour des retraitées gagnant 1000 euros de pension. Par ailleurs, cette avancée serait financée par le Medef en supprimant une autre, la surcote parentale, mise en place en 2023 et permettant d'améliorer le niveau de pension des femmes ayant eu des enfants.

Pour ce qui est de la pénibilité, les propositions patronales sont encore plus pingres. Elles se concentrent sur le compte pénibilité (ou C2P), un dispositif né en 2014 qui ouvre la possibilité à des salariés de partir plus tôt à la retraite, à condition qu'ils aient accumulé suffisamment de points, attribués en fonction de leur exposition à divers facteurs de pénibilité.

Ce dispositif a été torpillé sous le premier quinquennat d'Emmanuel Macron (à la demande, d'ailleurs, du patronat), qui a supprimé quatre critères sur les dix prévus : agents chimiques dangereux, manutention de charge, postures pénibles et vibrations. Le Medef souhaite aujourd'hui

En 2022, la Dares avait estimé que 13,6 millions de travailleurs étaient exposés à au moins un facteur de risque.



19 juin Procès pour traite d'êtres humains lié à l'hébergement de vendangeurs dans des conditions indignes au tribunal de Châlons-en-Champagne (Marne).

20 juin Mobilisation pour soutenir l'industrie française à l'appel de la CGT, à 12 h 30 devant ArcelorMittal à Dunkerque (Nord).
21 juin La CGT, FO, la FSU et Solidaires de Seine-Saint-Denis appellent à une

manifestation contre la présence d'entreprises israéliennes au Salon international de l'aéronautique et de l'espace au Bourget (13 heures devant la bourse départementale du travail à Bobigny).

26 juin L'Urgic-CGT organise les rencontres de son magazine *Options* sur le thème: « Manager au XXI^e siècle: mission(s) impossible(s)? » (à partir de 9 heures, à Sciences-Po Paris, 27, rue Saint-Guillaume).



ARNAUD HEBERT/REA

réintroduire trois des quatre critères supprimés (manutention de charge, postures pénibles et vibrations), mais à une condition : que le C2P se recentre uniquement sur la prévention, et ne permette plus les départs anticipés. Autrement dit, cela revient à faire mine de renforcer le compte pénibilité, pour mieux le vider de sa substance.

Le sujet est pourtant crucial. En 2022, la Dares avait estimé que 13,6 millions de travailleurs étaient exposés à au moins un facteur de pénibilité ! Par exemple, 1,7 million de salariés étaient concernés par la manutention de charges lourdes. « Il n'y aura pas d'accord si le patronat n'avance pas plus sur la pénibilité », martèle Marylise Léon, dans la Tribune dimanche. Il doit accepter des départs anticipés de salariés exposés à la pénibilité. »

Surjouant la sérénité, le premier ministre confiait en fin de semaine dernière sa confiance dans une issue heureuse : « Cette semaine, alors qu'on partait de positions très éloignées, il me semble que les choses ont quelque peu avancé. Peut-être suis-je trop optimiste, mais il y a encore un an à peine ils défilaient dans les rues les uns contre les autres » (la Tribune dimanche du 15 juin). On saura ce mardi (sauf nouveau report) si cet optimisme était fondé... ■

CYPRIEN BOGANDA

Luca de Meo abandonne Renault

AUTOMOBILE L'annonce du départ du directeur général du constructeur français laisse la marque au losange dans le brouillard le plus complet. Les syndicats alertent.

Dans une lettre interne adressée ce lundi 16 juin aux salariés de Renault, Luca de Meo a eu beau justifier son départ inopiné de la direction générale par l'envie de s'embarquer dans « un nouveau défi de transformation, dans un secteur complètement différent », son « je ne m'enfuis pas » vers Kering, la multinationale du luxe de la famille Pinault, ne convainc pas grand monde.

« Les plus anciens ironisent sur le fait que les rats quittent le navire. Les derniers arrivés se disent qu'il est temps d'aller voir ailleurs. S'ils chefs s'en vont avant même d'avoir achevé leurs plans de transformation, on peut se demander quel est l'avenir de Renault et même de l'automobile en France, tellement c'est le bazar », décrit un employé du Technocentre

Lundi matin, des noms brisaient déjà en interne comme en externe pour succéder à l'Italien francophone. Mais cette subite vacance du pouvoir ne pose pas que des questions de casting. « On était quand même en pleine transformation », s'étonne Fabrice Roze auprès de l'AFP. Le délégué syndical CFDT insiste sur le besoin « d'assurer la stabilité de la

stratégie et la stabilité industrielle du groupe. Il faut qu'on reste dans la continuité, pas créer plus d'anxiété qu'il peut y en avoir aujourd'hui ». ■

ENTRE « RENAULTION » ET « INNOVATIONS » FLOUES

Grand chef de Renault et parrain de l'Association des constructeurs européens d'automobiles, Luca de Meo incarnait cette stabilité à tort ou à raison. Côté pile de son bilan de cinq ans, sa « Renaultion » lancée début 2021 a fait passer la marge financière du groupe de - 0,8 % en 2020 (année du Covid) à 7,9 % en 2023 (7,4 % en 2024). Mais cette profitabilité retrouvée évaluée par les actionnaires est un savant mélange d'explosion des prix (donc des marges) des nouvelles gammes de véhicules, et de saucissonnage des activités, externalisées ou partiellement cédées : les véhicules thermiques et hybrides filialisés dans Horse, co-détenu par le constructeur chinois Geely et la compagnie pétrolière saoudienne Aramco ; l'électrique dans Ampère, dont l'introduction en Bourse a échoué ; la maison mère Renault SA et une myriade d'autres branches comme Alpine, Dacia... Résultats : en 2024, la marque au losange a écoulé

1,5 million de véhicules de moins qu'en 2018 et les effectifs français ont fondu de 46 250 postes en 2020 à 38 730 en 2024.

Pro du marketing, Luca de Meo avait pourtant trouvé un nouveau nom à la deuxième phase de transformation. « Futurama » annonçait des investissements dans des « innovations » aux contours flous, de nouvelles alliances dans la tech, comme celles avec Google ou Qualcomm, ainsi que de « nouveaux business adjacents », comme peut-être une usine de drones en Ukraine, à la demande du ministère français de la Défense.

« Futurama, c'est pour des résultats éventuels dans trois à cinq ans. Mais aujourd'hui, que fait-on ? Dans un contexte où les utilitaires ne se vendent pas, l'électrique non plus, sauf la R5, les chaînes d'approvisionnement sont chaotiques et les normes compliquées, personne ne sait quoi faire », souligne Laurent Giblot. Le délégué central adjoint CGT appelle à rompre avec le dogme des 7 % de rentabilité, dont les conséquences sont des diminutions d'effectifs en France et le développement en Chine des nouveaux modèles électriques. ■

STÉPHANE GUÉRARD



Le 27 mai à Dieppe, Luca de Meo inaugurait le site de l'Alpine A390 électrique. LOUBENOIS/AFP



Vol d'essai du bombardier américain B-21 capable de transporter des charges thermonucléaires. US AIR FORCE/ABACAPRESS.COM

Vers une toile nucléaire toujours plus grande

ARMEMENT Sous la houlette de Donald Trump, qui demande à ses alliés d'augmenter leurs dépenses militaires, le monde s'empêtre à nouveau dans une dangereuse prolifération de l'arme atomique.

Nucléaire partout, dissuasion nulle part. La seule chose que les ogives, bombardiers et autres sous-marins empêchent, c'est la sérénité des peuples, qui craignent le pire à chaque conflit. Il suffit de regarder du côté de l'Iran, dont les infrastructures sont bombardées par Israël, ou du Cachemire, disputé par les puissances atomiques que sont l'Inde et le Pakistan. Pas de quoi freiner le bellicisme des dirigeants mondiaux, qui continuent de vouloir s'armer, sous une pression certaine des États-Unis. La dernière proie de Donald Trump est l'Aukus, ce traité regroupant le Royaume-Uni et l'Australie. Créé en septembre 2021 pour permettre à Canberra d'acquérir huit sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) à partir de 2030, cet accord va être « ré-examiné » par Washington, soucieux qu'il soit « compatible avec l'agenda "America first" du président ».

Certains républicains voudraient en effet garder les futurs sous-marins dans les eaux américaines, malgré les 368 milliards de dollars promis par l'Australie. Mais, comme les droits de douane ne sont qu'une stratégie politique, cette menace l'est également. L'administration Trump veut tordre le bras du premier ministre Anthony Albanese en le forçant à augmenter son budget de la défense à 3,5 % au lieu de 2,4 % et à avoir son soutien en cas de conflit à Taïwan ou en mer de Chine, ce que le travailliste refuse. Dans la presse locale, l'ancien dirigeant Paul Keating alerte : il ne faut pas « se laisser entraîner sur les traces d'un empire atlantique en déclin ». Élargissons la focale : cette affaire n'est qu'un nouvel exemple du bellicisme de la Maison-Blanche, qui veut pousser les pays du monde à augmenter leurs dépenses d'armement – un secteur que dominent allègrement les entreprises états-unies.

EN FRANCE, UN BUDGET EN HAUSSE DE 50 %

Et, dans l'armement, il y a même les équipements les plus dévastateurs. « C'est un drôle de message de demander plus d'argent aux pays tout en se détournant d'eux », observe Jean-Marie Collin, directeur de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (Ican) en France. Son dernier rapport, paru le 13 juin, alerte sur la hausse des dépenses de l'armement nucléaire en 2024. Rien qu'en France, 6,4 milliards d'euros ont été utilisés l'année dernière, soit 95 euros par personne. La loi de programmation militaire 2024-2030 consacre même 16 % de son budget au nucléaire, une augmentation de 50 % par rapport à aujourd'hui. Même si les États-Unis sont loin devant avec 56,8 milliards de dollars, il s'agit d'une « pérennisation de l'arsenal nucléaire français », selon Jean-Marie Collin. « C'est quelque chose que l'on attendait et redoutait », continue-t-il. « On voit bien que les États se sont engagés dans des programmes de renouvellement des armes nucléaires sur la période 2010-2020, donc les dépenses commencent à se réaliser aujourd'hui. »

« On a vécu la guerre froide, on sait les efforts qu'il a fallu pour la désescalade. »

JEAN-MARIE COLLIN,
DIRECTEUR DE L'ICAN FRANCE

Trois jours plus tard, c'est au tour de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri) de publier son rapport annuel. Le constat est alarmant : les puissances nucléaires seraient à nouveau sur la voie de la prolifération. Ainsi, la Russie (5 459 ogives) et les États-Unis (5 177), qui représentent à eux deux 87 % du stock mondial, freinent dangereusement leur démantèlement. Pire, la Chine (600) en a produit 100 nouvelles en un an, la France (290) et le Royaume-Uni (225) devraient augmenter leur production alors qu'elle stagne depuis plusieurs années, et l'Inde (180) a légèrement accru son stock, au contraire du Pakistan (170). Enfin, Israël (90) et la Corée du Nord (50) semblent conserver

le même nombre de têtes nucléaires. Mais le Sipri déploré une modernisation de ces stocks, alors que le traité de 2010 sur les mesures visant à réduire et à limiter davantage les armements stratégiques offensifs (New Start) prendra fin en février 2026.

« L'ère de la réduction du nombre d'armes nucléaires dans le monde, en cours depuis la fin de la guerre froide, touche à sa fin », prédit Hans M. Kristensen, chercheur principal associé au programme Armes de destruction massive du Sipri. Jean-Marie Collin abonde : « Nous sommes malheureusement dans une phase d'augmentation des arsenaux, nucléaires compris, qui étaient pourtant en baisse depuis 1986. On a vécu la guerre froide, on sait les affres du nucléaire, et les efforts qu'il a fallu pour la désescalade. Le fait que tout ça soit balayé est extrêmement dangereux. »

DES ARMES AMÉRICAINES STATIONNÉES EN EUROPE

Le directeur d'Ican France revient sur une autre conséquence du bellicisme états-unien : les armes nucléaires que Washington stationne dans au moins cinq pays européens, au nom de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan). Ils s'agit de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Turquie. Selon le rapport, les quatre premiers sont en passe d'acheter des dizaines d'avions de chasse F35 pouvant larguer des bombes nucléaires, et plusieurs remettent à niveau leurs bases – Büchel en Allemagne, Kleine-Brogel en Belgique – pour accueillir ces armes funestes. « C'est un secret politique, puisque aucun de ces États ne l'a jamais revendiqué officiellement, mais c'est connu et validé par les différents documents qui existent », affirme Jean-Marie Collin.

« Le parapluie nucléaire a un coût qu'il est très difficile d'estimer, explique-t-il. C'est comme l'euroépanisation du parapluie nucléaire français que veut Emmanuel Macron, ça aura des coûts. Non pas de production, mais de gardienage, d'infrastructures, ainsi qu'un coût pour la démocratie, puisque ces décisions sont secrètes pour les parlementaires et la population. » Outre les risques dramatiques d'une accumulation d'armes atomiques, les peuples subissent aussi les coupes budgétaires dans les services publics, au profit des dépenses militaires. C'est toute l'hypocrisie du plan Rearm Europe de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Et des autres dirigeants occidentaux, qui entendent mettre les citoyens au régime austéritaire pour engranger l'industrie guerrière. ■

AXEL NODINOT

« La corruption est symbolique de notre régime monarchique »

ESPAGNE La nouvelle affaire qui frappe l'entourage du premier ministre, Pedro Sanchez, dévoile des dynamiques facilitées par un système politique que la gauche entend dépasser, explique Francisco Sierra Caballero, député Izquierda Unida.

Madrid (Espagne), envoyé spécial

A lorsque le premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, est dans la tourmente après la démission d'un de ses proches collaborateurs impliqué dans une affaire de corruption touchant à l'attribution de contrats publics, le député communiste Francisco Sierra Caballero, membre d'Izquierda Unida, voit dans le retour au républicanisme la seule manière de défaire un système qui favorise l'oligarchie économique.

Ce n'est pas la première fois que le chef du gouvernement est éclaboussé – indirectement – par des affaires de corruption. Quel pourrait être l'impact de celle-ci ?

Tant le PSOE (socialiste) que le Parti populaire (PP, droite) ont toujours joué en faveur des intérêts des oligarchies de ce pays, qui sont – tout comme notre système de bipartisme – un héritage du franquisme. La plupart des grands groupes espagnols ont été créés pendant la dictature. Après quarante ans de démocratie restaurée, ces agents économiques

continuent d'opérer avec force et avec les mêmes conséquences : empêcher les majorités sociales d'obtenir des droits. C'est de là que naissent les cas de corruption, qui sont effectivement fréquents dans le secteur des travaux publics.

Avant le PSOE, le PP a dû faire face à de nombreux scandales.

Il n'est pas étonnant de voir de telles affaires éclabousser ces deux partis, étant donné leur union avec le système actuel. Mais s'il est vrai que le PSOE a une âme néolibérale, une nuance s'impose : ses niveaux de corruption économique ne peuvent être assimilés à ceux du PP. On estime que les affaires concernant le PP ont coûté plus de 60 milliards d'euros aux finances publiques. Dans le cas du PSOE, il ne s'agit « que » d'un cinquième de ce montant.

Comment réagit Izquierda Unida ?

Ces chiffres n'excusent en aucun cas le PSOE, et notre position est très sévère sur ce que devrait être une gestion publique éthique, exemplaire, républicaine, devant les citoyens. Nous exigeons que la lutte contre la corruption devienne une action législative, avec

des mesures radicales pour exterminer ce fléau qui impacte la démocratie et favorise la montée de l'extrême droite. Mais ces cas sont une constante de notre régime monarchique, d'où notre volonté de rompre avec ce cadre et de passer à un régime républicain.

La corruption est-elle favorisée par le système lui-même ?

La monarchie est le symbole de ce fléau. D'où notre volonté de changer la forme de l'État. Nous avons besoin d'une révolution citoyenne de rupture, d'une seconde transition dans laquelle nous laisserions derrière nous la monarchie et son allié, l'oligarchie économique, afin de réaliser ce qui fait toujours défaut à notre pays : un changement politique systémique, qui favorise les droits de la majorité de la population. Un système qui cesse de faciliter ces cas de corruption, qui affectent autant la crédibilité de l'État – la confiance du public dans la politique – que les budgets, et qui se répercutent sur la qualité des services publics et le développement du pays. En fin de compte, ce sont toujours les classes populaires et laborieuses qui en subissent le plus l'impact. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LUIS REYGADA

REGARD SUR LE MONDE, LA CHRONIQUE DE CHARLOTTE RECOQUILLON



Wisconsin. Quelques mois plus tôt, un policier à la retraite et son fils coursent et lynchent Ahmaud Arbery alors qu'il fait son jogging à Brunswick, en Géorgie.

Soutenus et énergisés par le président Trump, les nationalistes blancs ont défilé à Charlottesville, en Caroline du Nord, en 2017 jusqu'à prendre d'assaut le Capitole en 2021. « Si vous lancez un pavé, un explosif ou pointez une arme sur un de nos agents, nous notifierons vos familles du lieu de collecte de votre dépouille, on vous tuera et vous serez bons à enterrer. » Ces propos terrifiants d'un shérif de Floride n'étaient évidemment pas dirigés contre les « insurrectionnistes », graciés par Trump, mais visaient les manifestants anti-ICE et sont la suite logique de cette haine raciale rampante et de la montée en puissance du mouvement nationaliste blanc, en réponse aux avancées du mouvement antiraciste et des minorités. Dans ce contexte, savoir si le gouverneur démocrate de Californie, Gavin Newsom, sera le prochain candidat pour s'opposer à Trump me semble passer à côté du vrai problème : le racisme. La condamnation à mort de Dylann Roof ne fera pas plus avancer les choses. ■

«On vous tuera»

Depuis, Donald Trump a été élu, puis a perdu ; le vice-président de Barack Obama, Joe Biden, est à son tour devenu président, puis a perdu ; la vice-présidente de Joe Biden a été candidate, puis Trump a été réélu. Depuis celui de Charleston, d'autres massacres et crimes ont été commis par les suprémacistes blancs anti-Noirs, anti-immigrants, antisémites... En 2019, 23 personnes sont tuées dans un supermarché à El Paso au Texas. En 2020, Kyle Rittenhouse, 17 ans, assassine deux manifestants du mouvement Black Lives Matter à Kenosha, dans le

Le 17 juin 2015, neuf personnes rassemblées pour étudier la Bible sont massacrées dans une église noire de Charleston, en Caroline du Sud, par un homme blanc de 21 ans, Dylann Roof. Le jeune suprémaciste avait passé près d'une heure à leurs côtés, bénéficiant de leur hospitalité, avant d'ouvrir le feu. Un manifeste, des photos, un drapeau confédéré, des symboles néo-nazis et des armes... le jeune homme expliquera que sa haine raciste est née de ses lectures autour de l'affaire Trayvon Martin – celle qui a aussi donné naissance à Black Lives Matter, le plus important mouvement social du siècle aux États-Unis. Barack Obama était alors président des États-Unis et avait déclaré que « (s'il avait) un fils, il ressemblerait à Trayvon », exposant ainsi l'ampleur des préjugés racistes dans le pays. Les tensions raciales étaient à leur comble. La veille du massacre, le 16 juin, Donald Trump avait annoncé sa première candidature de manière fracassante, en traitant notamment tous les Mexicains de violeurs, de trafiquants et de criminels. Sa politique hostile à l'immigration ne date donc pas d'aujourd'hui.

le même nombre de têtes nucléaires. Mais le Sipri déploré une modernisation de ces stocks, alors que le traité de 2010 sur les mesures visant à réduire et à limiter davantage les armements stratégiques offensifs (New Start) prendra fin en février 2026.

« L'ère de la réduction du nombre d'armes nucléaires dans le monde, en cours depuis la fin de la guerre froide, touche à sa fin », prédit Hans M. Kristensen, chercheur principal associé au programme Armes de destruction massive du Sipri. Jean-Marie Collin abonde : « Nous sommes malheureusement dans une phase d'augmentation des arsenaux, nucléaires compris, qui étaient pourtant en baisse depuis 1986. On a vécu la guerre froide, on sait les affres du nucléaire, et les efforts qu'il a fallu pour la désescalade. Le fait que tout ça soit balayé est extrêmement dangereux. »

DES ARMES AMÉRICAINES STATIONNÉES EN EUROPE

Le directeur d'Ican France revient sur une autre conséquence du bellicisme états-unien : les armes nucléaires que Washington stationne dans au moins cinq pays européens, au nom de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan). Ils s'agit de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Turquie. Selon le rapport, les quatre premiers sont en passe d'acheter des dizaines d'avions de chasse F35 pouvant larguer des bombes nucléaires, et plusieurs remettent à niveau leurs bases – Büchel en Allemagne, Kleine-Brogel en Belgique – pour accueillir ces armes funestes. « C'est un secret politique, puisque aucun de ces États ne l'a jamais revendiqué officiellement, mais c'est connu et validé par les différents documents qui existent », affirme Jean-Marie Collin.

« Le parapluie nucléaire a un coût qu'il est très difficile d'estimer, explique-t-il. C'est comme l'euroépanisation du parapluie nucléaire français que veut Emmanuel Macron, ça aura des coûts. Non pas de production, mais de gardienage, d'infrastructures, ainsi qu'un coût pour la démocratie, puisque ces décisions sont secrètes pour les parlementaires et la population. » Outre les risques dramatiques d'une accumulation d'armes atomiques, les peuples subissent aussi les coupes budgétaires dans les services publics, au profit des dépenses militaires. C'est toute l'hypocrisie du plan Rearm Europe de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Et des autres dirigeants occidentaux, qui entendent mettre les citoyens au régime austéritaire pour engranger l'industrie guerrière. ■

AXEL NODINOT

« La corruption est symbolique de notre régime monarchique »

ESPAGNE La nouvelle affaire qui frappe l'entourage du premier ministre, Pedro Sanchez, dévoile des dynamiques facilitées par un système politique que la gauche entend dépasser, explique Francisco Sierra Caballero, député Izquierda Unida.

Madrid (Espagne), envoyé spécial

A lorsque le premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, est dans la tourmente après la démission d'un de ses proches collaborateurs impliqué dans une affaire de corruption touchant à l'attribution de contrats publics, le député communiste Francisco Sierra Caballero, membre d'Izquierda Unida, voit dans le retour au républicanisme la seule manière de défaire un système qui favorise l'oligarchie économique.

Ce n'est pas la première fois que le chef du gouvernement est éclaboussé – indirectement – par des affaires de corruption. Quel pourrait être l'impact de celle-ci ?

Tant le PSOE (socialiste) que le Parti populaire (PP, droite) ont toujours joué en faveur des intérêts des oligarchies de ce pays, qui sont – tout comme notre système de bipartisme – un héritage du franquisme. La plupart des grands groupes espagnols ont été créés pendant la dictature. Après quarante ans de démocratie restaurée, ces agents économiques

continuent d'opérer avec force et avec les mêmes conséquences : empêcher les majorités sociales d'obtenir des droits. C'est de là que naissent les cas de corruption, qui sont effectivement fréquents dans le secteur des travaux publics.

Avant le PSOE, le PP a dû faire face à de nombreux scandales.

Il n'est pas étonnant de voir de telles affaires éclabousser ces deux partis, étant donné leur union avec le système actuel. Mais s'il est vrai que le PSOE a une âme néolibérale, une nuance s'impose : ses niveaux de corruption économique ne peuvent être assimilés à ceux du PP. On estime que les affaires concernant le PP ont coûté plus de 60 milliards d'euros aux finances publiques. Dans le cas du PSOE, il ne s'agit « que » d'un cinquième de ce montant.

Comment réagit Izquierda Unida ?

Ces chiffres n'excusent en aucun cas le PSOE, et notre position est très sévère sur ce que devrait être une gestion publique éthique, exemplaire, républicaine, devant les citoyens. Nous exigeons que la lutte contre la corruption devienne une action législative, avec

des mesures radicales pour exterminer ce fléau qui impacte la démocratie et favorise la montée de l'extrême droite. Mais ces cas sont une constante de notre régime monarchique, d'où notre volonté de rompre avec ce cadre et de passer à un régime républicain.

La corruption est-elle favorisée par le système lui-même ?

La monarchie est le symbole de ce fléau. D'où notre volonté de changer la forme de l'État. Nous avons besoin d'une révolution citoyenne de rupture, d'une seconde transition dans laquelle nous laisserions derrière nous la monarchie et son allié, l'oligarchie économique, afin de réaliser ce qui fait toujours défaut à notre pays : un changement politique systémique, qui favorise les droits de la majorité de la population. Un système qui cesse de faciliter ces cas de corruption, qui affectent autant la crédibilité de l'État – la confiance du public dans la politique – que les budgets, et qui se répercutent sur la qualité des services publics et le développement du pays. En fin de compte, ce sont toujours les classes populaires et laborieuses qui en subissent le plus l'impact. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LUIS REYGADA

REGARD SUR LE MONDE, LA CHRONIQUE DE CHARLOTTE RECOQUILLON



Wisconsin. Quelques mois plus tôt, un policier à la retraite et son fils coursent et lynchent Ahmaud Arbery alors qu'il fait son jogging à Brunswick, en Géorgie.

Soutenus et énergisés par le président Trump, les nationalistes blancs ont défilé à Charlottesville, en Caroline du Nord, en 2017 jusqu'à prendre d'assaut le Capitole en 2021. « Si vous lancez un pavé, un explosif ou pointez une arme sur un de nos agents, nous notifierons vos familles du lieu de collecte de votre dépouille, on vous tuera et vous serez bons à enterrer. » Ces propos terrifiants d'un shérif de Floride n'étaient évidemment pas dirigés contre les « insurrectionnistes », graciés par Trump, mais visaient les manifestants anti-ICE et sont la suite logique de cette haine raciale rampante et de la montée en puissance du mouvement nationaliste blanc, en réponse aux avancées du mouvement antiraciste et des minorités. Dans ce contexte, savoir si le gouverneur démocrate de Californie, Gavin Newsom, sera le prochain candidat pour s'opposer à Trump me semble passer à côté du vrai problème : le racisme. La condamnation à mort de Dylann Roof ne fera pas plus avancer les choses. ■

«On vous tuera»

Depuis, Donald Trump a été élu, puis a perdu ; le vice-président de Barack Obama, Joe Biden, est à son tour devenu président, puis a perdu ; la vice-présidente de Joe Biden a été candidate, puis Trump a été réélu. Depuis celui de Charleston, d'autres massacres et crimes ont été commis par les suprémacistes blancs anti-Noirs, anti-immigrants, antisémites... En 2019, 23 personnes sont tuées dans un supermarché à El Paso au Texas. En 2020, Kyle Rittenhouse, 17 ans, assassine deux manifestants du mouvement Black Lives Matter à Kenosha, dans le

Le 17 juin 2015, neuf personnes rassemblées pour étudier la Bible sont massacrées dans une église noire de Charleston, en Caroline du Sud, par un homme blanc de 21 ans, Dylann Roof. Le jeune suprémaciste avait passé près d'une heure à leurs côtés, bénéficiant de leur hospitalité, avant d'ouvrir le feu. Un manifeste, des photos, un drapeau confédéré, des symboles néo-nazis et des armes... le jeune homme expliquera que sa haine raciste est née de ses lectures autour de l'affaire Trayvon Martin – celle qui a aussi donné naissance à Black Lives Matter, le plus important mouvement social du siècle aux États-Unis. Barack Obama était alors président des États-Unis et avait déclaré que « (s'il avait) un fils, il ressemblerait à Trayvon », exposant ainsi l'ampleur des préjugés racistes dans le pays. Les tensions raciales étaient à leur comble. La veille du massacre, le 16 juin, Donald Trump avait annoncé sa première candidature de manière fracassante, en traitant notamment tous les Mexicains de violeurs, de trafiquants et de criminels. Sa politique hostile à l'immigration ne date donc pas d'aujourd'hui.



Le cachet du bâtiment rénové attise autant les convoitises du Grand Palais voisin que celles des boutiques de luxe de l'avenue Montaigne.

PHILIPPE BLANCHOT / HEMIS.FR / AFP

À l'opposé de la communauté scientifique et des professionnels, le devenir du palais rénové, notamment sa ronde éclatante, aiguise des appétits : d'un côté, le Grand Palais souhaite son annexation et, d'un autre, rôde « un certain état d'esprit (Chanel, Lancôme, Dior) à deux pas de l'avenue Montaigne et du "triangle d'or" », comme l'a

noté Jean-Michel Pascal, responsable des réseaux sociaux du palais de la Découverte.

Toujours est-il qu'en quatre-vingt-huit ans le palais a accueilli plus de 36 millions de visiteurs. Son succès est conforme à la vision de son fondateur,

Jean Perrin, prix Nobel de physique en 1926 et membre du gouvernement du Front populaire, qui voulait « répandre dans le public le goût de la culture scientifique, en même temps que les qualités de précision, de probité et de liberté de jugement que développe cette culture ». Un message de longue portée qui devrait siffler aux oreilles des experts en « business model » mandatés par le gouvernement.

Malgré ces menaces et ces tensions, réjouissons-nous qu'un nouvel espace, le palais des Enfants, accueille à la fin de cette semaine une exposition intitulée « Transparence, entre arts et sciences », coproduite avec le RMN-Grand Palais, à destination des bambins de 2 à 10 ans. ■

ANNA MUSSO

pétition intitulée « Sauvons le palais de la Découverte », qui a recueilli dans le week-end plus de 17 000 signatures ! « Le palais, rappellent les pétitionnaires, est un lieu privilégié de transmission du savoir auprès d'un large public (avec en moyenne 80 % de visiteurs non parisiens). C'est un savoir-faire unique de vulgarisation scientifique portée par les médiatrices et médiateurs. » Par ailleurs, dans une

tribune séparée, publiée dans *le Monde*, une cinquantaine de représentants d'institutions scientifiques internationales s'alarment – « la fermeture du palais de la Découverte ou sa réduction serait une perte pour l'ensemble de la communauté internationale » – et appellent la France à garantir l'avenir du palais de la Découverte, « une institution phare de la médiation scientifique ».

Assiégé, méprisé, envahi d'une angoisse sans nom, livré au hasard, sans force et sans volonté, menacé d'extinction : tel est aujourd'hui le palais de la Découverte, le plus glorieux et le plus ancien édifice de culture scientifique en France. Jeudi dernier, son président était débarqué en Conseil des ministres. Sans qu'un ou une successeure soit désignée. Sans qu'un projet soit adopté. Sans même que le gouvernement daigne donner la moindre garantie sur la continuation de cette institution mythique où des générations de scientifiques en herbe, futurs prix Nobel et simples curieux, se sont pressées par dizaines de millions depuis son ouverture triomphale en 1937.

Tout le monde le sait, le Grand Palais rêve de réabsorber cet espace que son fondateur, Jean Perrin, alors héros scientifique national, avait fait installer au cœur du prestigieux édifice. Alors que la direction du Grand Palais communique à tout va sur sa rénovation monumentale, il a été interdit au palais de la Découverte de faire la moindre annonce, laissant craindre le pire. Paris compte plus de 100 musées, mais seulement une poignée pour la



LA CHRONIQUE MATHÉMATIQUE DE CÉDRIC VILLANI

Mépris pour la science

culture scientifique, et l'on fermerait l'un d'eux ? Ce qui se prépare, c'est ni plus ni moins que la plus grande catastrophe pour la culture scientifique depuis que ce concept même existe en France ! Mais le plus extraordinaire est le commentaire de la ministre de la Culture, Rachida Dati, vendredi 13 juin : « La question de la culture scientifique en France n'est pas une question

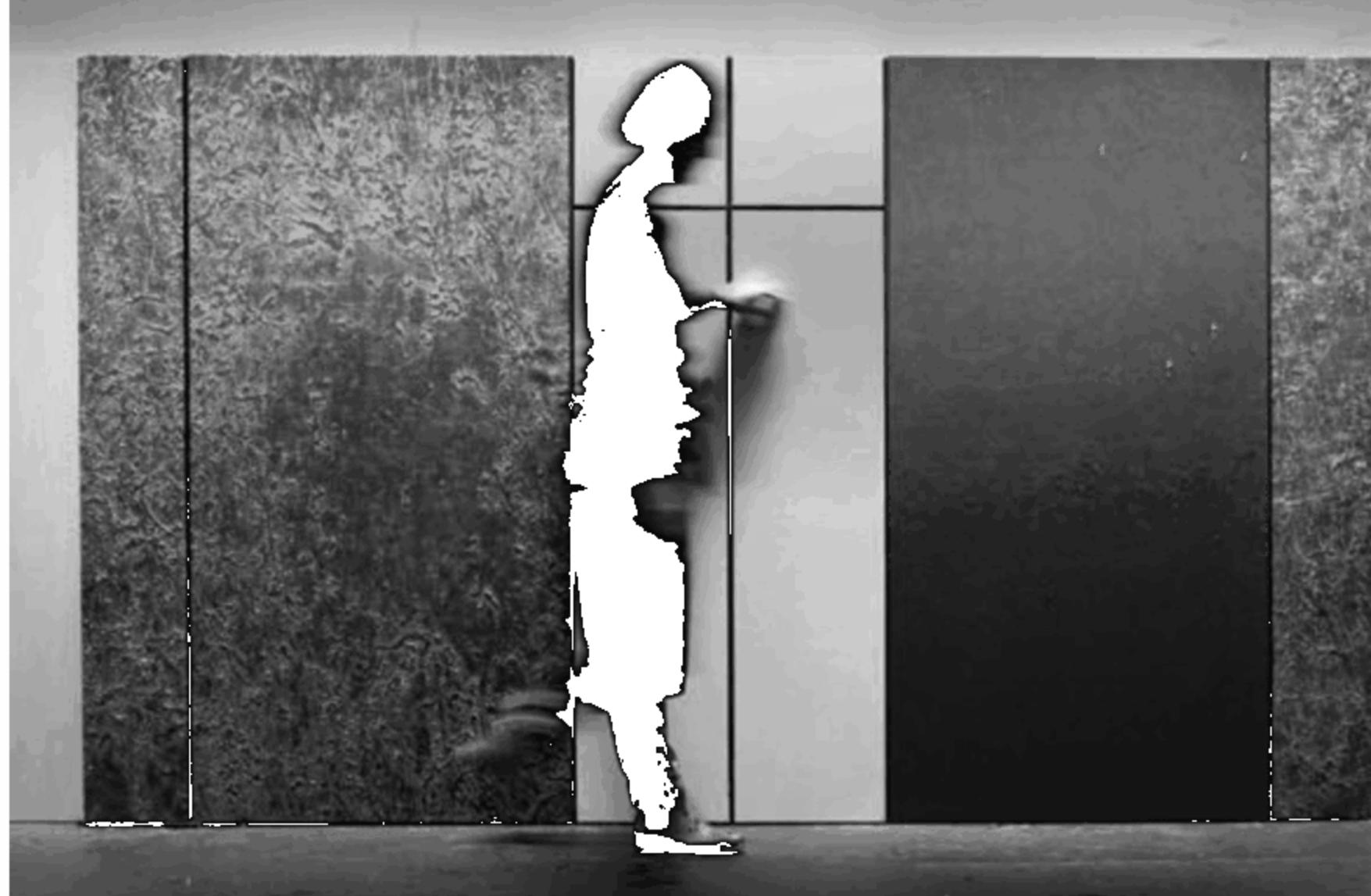
de site mais une question de vision et de projet. » « Pas une question de site » ! Si elle avait voulu plonger dans l'angoisse les employés du palais, qui portent vailleusement à bout de bras la culture scientifique dans un monde en déclin, elle n'aurait pas dit mieux. Allons leur expliquer qu'avec « une vision » on n'a pas besoin de mètres carrés ! Peut-être va-t-on les reléguer dans le virtuel, dans le métavers, là où leurs expériences physiques ne gèneront plus personne ? « Pas une question de site » ! Tout le monde le sait, la ministre se rêve en maire de Paris, et on aurait pu croire qu'une maire dépense beaucoup de son énergie à défendre et rénover des sites... Mais la voilà qui nous dit qu'on peut se passer de site, pourvu qu'on ait « une vision » ! Parisiens, Parisiennes, vous avez du souci à vous faire.

Le regretté Pierre Audin a souvent promu dans ces colonnes le palais dont il était un animateur humble, passionné, charismatique et respecté. Soyons à sa hauteur en nous prononçant très clairement contre la catastrophe annoncée : l'écrasement de la culture scientifique et l'abandon par la Ville de Paris de l'un de ses fleurons. ■



Nina Childress offre une *Dame after Clouet* inspirée d'un portrait par François Clouet (1520-1572).

ADAGP, PARIS, 2025/ROMAIN DARNAUD



Fabienne Verdier reprend l'*Annonciation* de l'atelier de Rogier Van der Weyden (XV^e siècle).
ADAGP PARIS 2025/INÈS DIELEMAN

La copie, de la fidélité au détournement

EXPOSITION Le Centre Pompidou-Metz a invité 100 artistes de toutes générations à donner leur version d'une œuvre de leur choix dans les collections du Louvre. Des relectures souvent passionnantes.

Metz (Moselle), envoyé spécial.



n les voit parfois ça et là dans les salles du Louvre, assis sagement devant leur chevalet. Il faut une autorisation, valable trois mois. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit avec la nouvelle exposition du Centre Pompidou-Metz, appelée « Copistes » (1), ouverte un mois à peine après celle consacrée à Maurizio Cattelan (2) avec 35 de ses œuvres et les 350 qu'il a choisies dans les collections du Centre Pompidou de Paris, la maison mère qui va entrer en travaux. Chiara Parisi, la directrice de l'établissement, et le

commissaire, Donatiene Grau, ont demandé à 100 artistes, de toutes générations (de 20 à 99 ans), de réaliser leur « copie » d'une œuvre choisie au Louvre. Une coopération inédite.

Copier. Ce peut être simplement pour reproduire le plus fidèlement possible une œuvre que l'on aimerait avoir chez soi. Ce peut être pour en faire un métier. Il y a un marché de la copie qui n'a rien à voir avec le marché du faux. Ce peut être pour apprendre des peintres, qu'il s'agisse de leur manière aussi bien que des chemins sensibles qui ont été les leurs. De grands noms de la peinture ont fait de la copie au Louvre. D'autres l'ont fréquenté assidûment et s'en sont nourris. Un proche du jeune Picasso le décrit furtant dans ses salles « comme un chien de chasse ». On a le souvenir d'un petit vase grec avec des oiseaux modélés que Braque avait bien dû voir... Mais copier, c'est aussi s'emparer d'une œuvre, la faire parler autrement ou plus qu'elle ne semble dire, pour une autre œuvre, qui à la fois

s'en inspire et d'une certaine manière en divorce ou même la nie. Il y a une quinzaine d'années, l'exposition « Picasso et les maîtres », au Grand Palais, avait montré avec éclat comment il avait repris, réinterprété, on irait même jusqu'à dire volé ou disséqué Velazquez, Delacroix, Manet...

« PERTURBER LA CANONICITÉ ET LA TRADITION »

« Autant qu'il y a d'artistes originaux », écrivait Proust dans le dernier volume de la *Recherche*, le *Temps retrouvé*, « autant nous avons de mondes à notre disposition, plus différents les uns des autres que ceux qui roulent dans l'infini »... On a ici plusieurs versions de la *Liberté guidant le peuple* (1830), l'œuvre universellement connue de Delacroix. Agnès Thurnauer a inscrit la figure centrale dans les interstices d'un texte de l'écrivaine Monique Wittig, figure majeure du féminisme, Georges Adéagbo reprend le tableau dans un petit format placé à côté du portrait, par Marie-Guillemine Benoist, de Madeleine, la servante de la famille à la fin du XVIII^e siècle, seul portrait de femme noire au Louvre, repris ici par plusieurs autres artistes. Bertrand Lavier n'a gardé sur une grande toile entièrement bleue que les armes des insurgés qui y sont accrochées, de vraies armes qu'il a lui-même trouvées chez un antiquaire...

La relecture des œuvres peut être aussi un retournement. Madeleine Roger-Lacan, qui a repris le *Bain turc*, d'Ingres (1862), a remplacé, comme l'avait déjà fait Sylvia Sleighen 1973, les corps de femmes par des corps d'hommes. Dans la reprise par Néila Czermak Ichi de Roger délivrant Angélique (1819), d'Ingres encore, c'est Angélique qui tient la lance... Nina Childress a repris la dame de Châteaubrun de l'atelier de François Clouet (1563) pour en faire « une dame lambda de la Renaissance » en utilisant, c'est la singularité de son travail, des pigments qui changent de teinte quand on se déplace.

Certains, certaines artistes, note l'une des essayistes du catalogue, Sophie Bernal, « s'emparent de la copie, de la réactivation ou encore du remake comme d'un levier de résistance, notamment vis-à-vis du musée ». Elle cite ainsi l'historienne de l'art Griselda Pollock, pour qui les interventions féministes – mais on pourrait dire aussi antiracistes – « doivent perturber la canonicité et la tradition en présentant le passé non comme flux ou évolution, mais comme conflit, politique ou lutte sur le champ de bataille de la représentation pour le pouvoir dans les relations structurelles que nous appelons la classe, le genre ou la race ». Un propos on ne peut plus actuel, présent sous des formes diverses dans nombre d'œuvres. Pour autant, les quêtes plastiques n'en sont pas exclues. On pense à la reprise en très gros plan par Y.Z. Kami des mains jointes du chancelier Rolin dans le tableau de Van Eyck, qui le représente en prière face à la Vierge (*la Vierge et l'Enfant au chancelier Rolin*, 1400–1450). Ou encore à la magnifique reprise par Fabienne Verdier de l'*Annonciation* de l'atelier de Rogier van der Weyden (XV^e siècle), nous offrant en son centre une magnifique ouverture sur le bleu du ciel entre le traitement emporté d'une figure abstraite évoquant l'ange du tableau et de l'autre côté un rouge sang profond... L'artiste cite un critique, Jean Frémon : « Nous nous efforçons naïvement de faire parler les tableaux, nous avons tort (...) C'est parce qu'ils ne disent pas mais que nous sentons qu'ils recèlent, sans être pour autant capables de le définir, que leur pouvoir sur nous s'affirme et dure. » ■

MAURICE ULRICH

La Liberté guidant le peuple se retrouve dans un texte de Monique Wittig, devient un petit format ou une œuvre conceptuelle.

turber la canonicité et la tradition en présentant le passé non comme flux ou évolution, mais comme conflit, politique ou lutte sur le champ de bataille de la représentation pour le pouvoir dans les relations structurelles que nous appelons la classe, le genre ou la race ». Un propos on ne peut plus actuel, présent sous des formes diverses dans nombre d'œuvres. Pour autant, les quêtes plastiques n'en sont pas exclues. On pense à la reprise en très gros plan par Y.Z. Kami des mains jointes du chancelier Rolin dans le tableau de Van Eyck, qui le représente en prière face à la Vierge (*la Vierge et l'Enfant au chancelier Rolin*, 1400–1450). Ou encore à la magnifique reprise par Fabienne Verdier de l'*Annonciation* de l'atelier de Rogier van der Weyden (XV^e siècle), nous offrant en son centre une magnifique ouverture sur le bleu du ciel entre le traitement emporté d'une figure abstraite évoquant l'ange du tableau et de l'autre côté un rouge sang profond... L'artiste cite un critique, Jean Frémon : « Nous nous efforçons naïvement de faire parler les tableaux, nous avons tort (...) C'est parce qu'ils ne disent pas mais que nous sentons qu'ils recèlent, sans être pour autant capables de le définir, que leur pouvoir sur nous s'affirme et dure. » ■

MAURICE ULRICH

(1) Jusqu'au 2 février 2026, au Centre Pompidou-Metz. Catalogue Copistes édité par le Centre Pompidou-Metz, 512 pages, 25 euros.

(2) « Dimanche sans fin » jusqu'au 2 février 2027.

Naoki Urasawa, mangaka prolifique aux sombres contes

MANGA *Pluto*, *Monster*, *20th Century Boys*, *Asadora !*... Ces œuvres rencontrent un fort succès depuis quarante ans. Leur auteur est à l'honneur des Rendez-vous de la BD d'Amiens.

Amiens (Somme), envoyée spéciale.

Dans le monde du manga, la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre : Naoki Urasawa foulera le sol français pour les Rendez-vous de la BD d'Amiens. Un mois avant, les attachées de presse avaient déjà recueilli une cinquantaine de questions à valider et traduire au Japon, excluant même d'office des références à certaines séries du créateur culte. Une histoire de droits, murmuraient-on en coulisse.

De même, les dédicaces ne pourraient concerner que trois titres, et les inscriptions par tirage au sort à la master class furent vite closes en amont. Quant aux deux expositions phares du festival, « Naoki Urasawa, un talent monstrueux » et « Auteur en séries », elles ont, elles aussi, été scrutées de près, malgré les 10 000 km qui séparent le pays du Matin-Calme de la France bretet-baguette. On s'attendait donc à une rencontre guindée et fermée. Le maître du suspense a réussi encore à nous surprendre.

De son univers glauque alternant horizon apocalyptique, pouvoir corrompu et tueurs en série, le mangaka de 65 ans s'est

amusé. « J'ai l'impression de faire des œuvres d'humour, mais on ne me croit pas ! » s'est étonné ce fan des frères Coen, les déjantés réalisateurs américains.

Aux protagonistes empathiques, souvent héros malgré eux, l'auteur préfère leurs antagonistes plus troubles, plus complexes, « plus importants ». Ses histoires le pénètrent intimement : « La scène finale de *Monster* a été la plus pénible à écrire. Dans mon atelier, je voyais apparaître plein de cadavres. Sur les photos prises à l'époque, mon corps était gonflé, je n'avais plus de défenses physiques. Le personnage de Johann à ce moment-là était terrifiant. »

ADMIRATEUR D'HITCHCOCK

Pour « casser la routine » de longues séries en 20 tomes, le mangaka travaille en parallèle sur des histoires courtes. À l'image de son modèle Osamu Tezuka, le père d'*Astro Boy*, auquel son *Pluto* fait référence, Naoki Urasawa enchaîne jusqu'à 140 planches par mois, « quand Tezuka en dessinait 600, c'est incomparable », s'empresse-t-il d'ajouter.

Ce boulimique de la case croque aussi des concerts pour des revues, quand il ne compose pas ses propres morceaux musicaux,

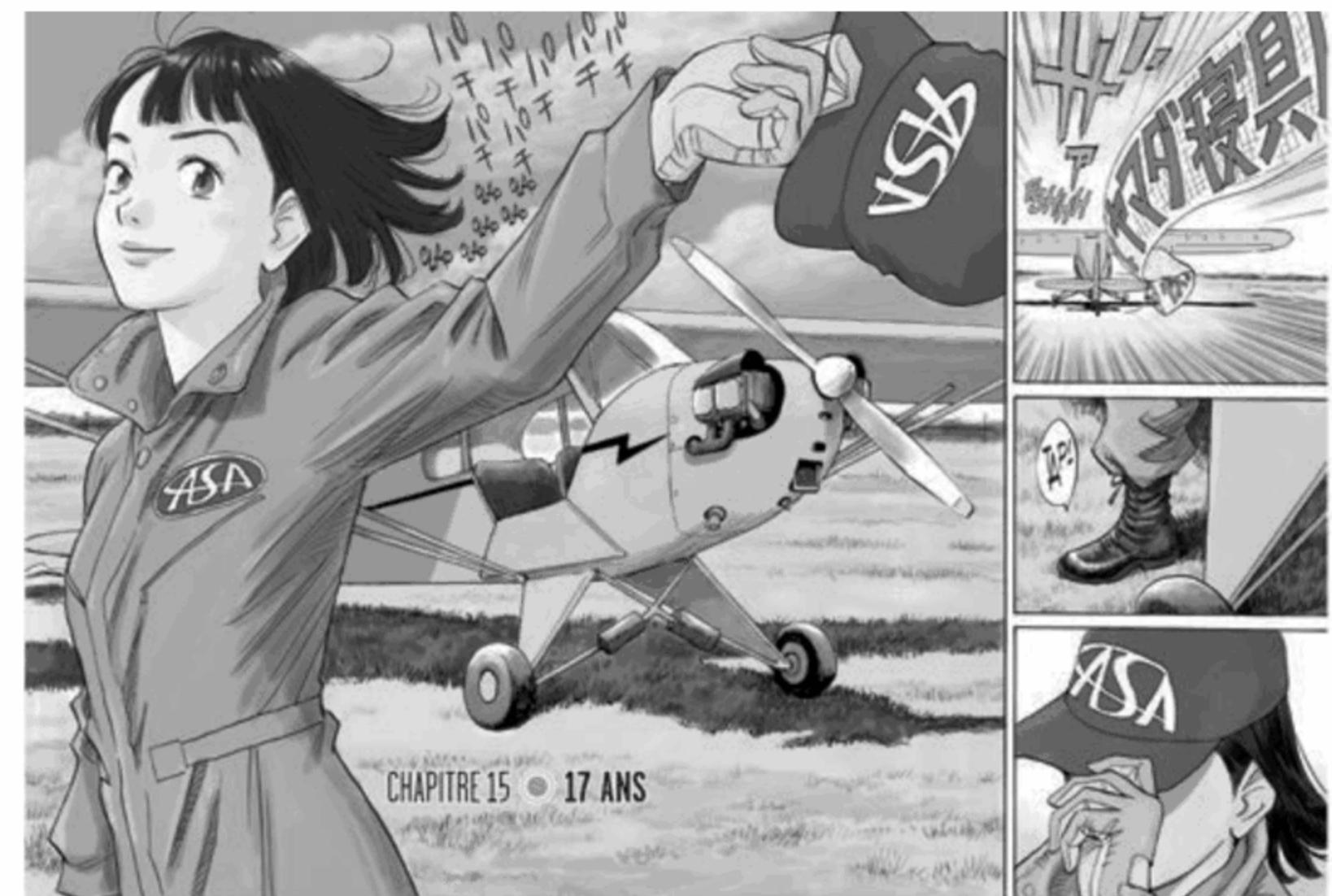
échos à ses œuvres graphiques. Le stakhanoviste aime aussi transmettre et anime sur la télévision nationale NHK, une émission dédiée à son art où intervennent ses contemporains, comme Inio Asano ou Shigeru Mizuki. « Quand je conçois un personnage, il ne m'appartient déjà plus, admet le dessinateur, souvent emporté par sa narration. Quand les personnages n'écoulent plus, n'obéissent pas à l'auteur, ils deviennent intéressants », disserte cet admirateur d'Hitchcock.

Il aime perdre le fil de sa propre histoire et découvrir une fin inattendue. Son sourire d'enfant suffit à nous en convaincre. La veille de l'inauguration, c'est un Naoki Urasawa gamin qui avait franchi le seuil de la « base secrète », la cabane des garnements de *20th Century Boys*, reconstituée pour l'exposition. Sa propre enfance montée sur bois et feuillage. Le commissaire d'exposition assure qu'il ne voulait plus en sortir. ■

KAREN JANSELME

Les Rendez-vous de la bande dessinée d'Amiens (rdvbdamiens.com), jusqu'au 22 juin.

Vient de paraître : *Asadora !*, volume 9, éditions Kana.



Une planche du dernier volume de la série *Asadora !* 2025 NAOKI URASAWA

À Limoges, l'art est précieux comme de la porcelaine

SERVICE PUBLIC Un nouvel endroit ouvre ses portes au cœur de la Haute-Vienne pour abriter le Frac-artothèque Nouvelle-Aquitaine.

Limoges (Haute-Vienne), correspondance particulière.

A lors que partout dans l'Hexagone il n'est question que de baisses de budget et de casse du service public, de priorité à l'économie de guerre et de cadeaux fiscaux aux entreprises du CAC 40, il est réjouissant de voir que des régions résistent. La Nouvelle-Aquitaine a misé sur la proximité des services publics en conservant ses trois fonds régionaux d'art contemporain (Frac) pendant que d'autres, tels les Pays de la Loire en supprimant le site dédié au Frac à Nantes, mettent à mal ces outils uniques au monde. Limoges ouvre aujourd'hui les portes d'un magnifique lieu en plein centre-ville. Le projet porte les enjeux actuels, notamment la requalification des nombreuses friches du territoire. Les architectes Dominique Jakob et Brendan MacFarlane, représentants de la France à la biennale d'architecture de Venise 2025, ont réhabilité un bâtiment déjà existant en respectant les circuits courts pour les matériaux et offert de réels espaces d'exposition fonctionnels. La bâtie, construite pour être une imprimerie, puis devenue un

magasin de tissu, est une grande halle lumineuse. Sa conception industrielle métallique dégage un maximum d'espace interne. Jakob et MacFarlane ont ajouté sur la façade en pierre une structure métallique pouvant accueillir des œuvres cinétiques, telle la vidéo de Takao Minami sur de grands panneaux munis de diodes électroniques, préambule signalétique à la visite du lieu. À l'intérieur, les coursives latérales ainsi que le grand mur du fond et le dégagement central ménagent plusieurs points de vue mis à l'épreuve par la disposition des œuvres de l'exposition inaugurale dédiée au genre du paysage. Sous le titre « Paysages recommandés », ce choix concocté par Yannick Miloux, commissaire et ex-directeur du Frac, rassemble en majorité des œuvres de la collection.

PAS DE GUICHET, C'EST GRATUIT

Ce parcours d'art contemporain inclut des tapisseries de la manufacture d'Aubusson, certaines datant du XVIII^e siècle, tandis que d'autres œuvres, comme des photographies des années 1960, devenues maintenant des pièces patrimoniales rares bénéficient d'une salle conforme aux normes de conservation muséales.



Vue de l'exposition « Paysages recommandés ».

© JAKOB MACFARLANE PARIS. MÂTIÈRE D'OUVRAGE RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE © AUBUSSON

L'espace central, outre sa disponibilité à la présentation d'œuvres de grands volumes, accueille dans une sorte de boîte un nouveau service qui donne à voir toute la collection sous forme d'un voyage numérique. Cette structure est modulable et peut s'ouvrir vers les grandes baies vitrées donnant sur la rue et l'accueil constitué d'un « café-lecture ». Ce lieu de rendez-vous est meublé de prototypes réalisés par les architectes en collaboration avec des artisans locaux. Pas de guichet ici, mais une invitation à entrer gratuitement et découvrir les collections du Frac et de l'artothèque réunies depuis 2015. Elle se distingue par le

nombre d'œuvres réunies grâce à l'exceptionnel fonds d'art communal du Limousin. En effet dès 1981, un regroupement de communes décident de consacrer chaque année 15 centimes par habitant à l'achat d'œuvres d'artistes vivants. Cette volonté politique permet que la proximité soit une réalité plutôt qu'un effet de communication. ■

LISE GUÉHENNEUX

Exposition inaugurale : « Paysages recommandés », jusqu'au 20 septembre, Frac-artothèque Nouvelle-Aquitaine, Limoges (Haute-Vienne).
Rens. : fracartothequenouvelleauquitaine.fr

URGENCE pour l'Humanité

JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT

NOM / PRÉNOM _____ € _____

E-MAIL _____

TÉL. _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble Calliope, 5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !

DÉFISCALISATION

VOTRE DON VOUS DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 66 %, DANS LA LIMITÉ DE 20 % DU REVENU IMPOSABLE.
Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

Je fais un don de 1 à 499 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en partage.



Paris, le 1^{er} avril. Manifestation contre la fusion de l'audiovisuel public au sein du conglomérat France Médias. VALÉRIE DUBOIS/HANS LUCAS VIA AFP

La holding dont rêve Rachida Dati, un projet «dangereux»

AUDIOVISUEL PUBLIC La loi défendue par la ministre de la Culture, qui prévoit de regrouper France Télévisions, Radio France et l'INA, doit être discutée en commission à l'Assemblée à partir de ce mardi. Maltraités depuis des années, les salariés ne cachent pas leur inquiétude.

Les salariés n'en veulent pas, les dirigeants des entreprises concernées sont plus ou moins mitigés, et même le gouvernement n'en fait pas une priorité : la proposition de loi sur l'audiovisuel public, qui conduirait à empiler dans une même holding France Télévisions, Radio France et l'Institut national de l'audiovisuel (INA), doit passer en commission à l'Assemblée nationale à partir de ce mardi 17 juin. Portée par le député centriste Laurent Lafon, elle est défendue bec et ongles vernis par la ministre de la Culture, Rachida Dati, quasiment en croisade sur le sujet. Près de 2000 amendements ont

été déposés. Lors d'un premier examen, interrompu, en avril, France Médias Monde (France 24 et RFI) a été exclu du périmètre de la holding. Arte et TV5 Monde n'y seraient pas non plus. Cette proposition de loi est totalement rejetée par les salariés et l'intersyndicale de toutes les entreprises publiques, qui appellent à un mouvement de protestation le 30 juin, au moment de son passage devant l'Assemblée nationale.

Rachida Dati dit vouloir, à l'ère du numérique, donner les moyens de ses ambitions à l'audiovisuel public. Mais derrière le discours, les syndicats pointent de vrais problèmes de fond. À commencer, en ces temps troublés, par un problème démocratique : « Sur le plan de la gouvernance, mettre toutes ces entreprises entre les mains d'une seule

personne », toute-puissante, « c'est excessif et dangereux », juge Éléonore Duplay, du SNJ-CGT de France Télévisions. « Ça favorise ce qui s'observe déjà dans les médias Bolloré : une thématique peut être décidée d'en haut, et une directive donnée à tout le monde en même temps, de la part d'une seule personne », détaille-t-elle.

UNIFORMISATION DES CONTENUS

Or, ces pressions existent, « qu'elles viennent de l'exécutif, de l'étranger ou d'ailleurs », continue la journaliste. Elle note aussi que le ou la présidente de la holding, avec cette immense responsabilité, « sera d'après le projet nommé(e) sur son nom et pas sur la base d'un projet, comme c'est le cas actuellement », ce qui pourrait

induire que les profils qui émergent soient liés « aux liens personnels du candidat avec le pouvoir exécutif ». Et donc adieu l'indépendance de ces entreprises.

Les syndicats et les salariés sont « sur les nerfs » devant des « attaques tous azimuts », souligne Lionel Thompson de la CGT de Radio France. Parce que si Rachida Dati s'étend partout sur la nécessité de coller tout ce joli monde dans le même bateau, c'est évidemment aussi à marche forcée et à moyens réduits. D'ailleurs, depuis le premier mandat d'Emmanuel Macron, les budgets de l'audiovisuel n'ont cessé de dégringoler, et d'autres baisses sont à prévoir. « Sans la holding et encore plus avec, on craint le budget 2026, qui risque d'être saignant », relève Lionel Thompson.

Parce que le mot d'ordre, au-delà de la holding, c'est aussi la fusion des activités. Et à terme la filialisation, déjà largement engagée, de France Info (la radio) et France Info (la télévision), de France 3 et France bleu sous la bannière ICI. Avec l'idée, redoute Éléonore Duplay, qu'on ne demande au même journaliste, par exemple, de faire un reportage pour la télévision, la radio et Internet. « Ce qui n'a pas de sens », souligne la journaliste de France 3. « Je fais de la télévision, je ne décris pas l'image : le travail d'un reporter radio est totalement différent. » Surtout, à force de demander de la polyvalence aux uns et aux autres, on risque de lisser, voire de détruire, les identités des chaînes et donc le sel de ce service public.

MENACES D'ÉCONOMIES

En outre, ce genre de situation ne va pas sans des volontés d'économies, sur le dos des salariés. Les entreprises et les métiers n'ont rien à voir entre eux, les conventions collectives vont donc être renégociées, et cela va coûter cher, très cher. En 2013, à l'issue de quatre ans de négociations, le lissage des statuts sur la seule France Télévisions a coûté 40 millions d'euros à l'État. Éric Vial, délégué syndical FO, observe qu'à chaque mouvement de ce type « ce sont les plus fragiles économiquement qui acceptent de partir avec un peu de sous. Mais à un moment, forcément, on se rend compte que la dame de l'administration et le journaliste en région manquent sur certaines tâches ». Lui dénonce les directions « pléthoriques » des entités de l'audiovisuel public : « Ils sont dix pour prendre une décision, avec de hauts revenus, et, en bas, nous n'avons plus d'argent pour l'exécuter », s'agace-t-il. Lionel Thompson parle aussi de l'émoi causé par « l'une des dernières survivances de l'ORTF, le CI ORTF, un comité interentreprises qui assure des vacances et des colonies à bas prix : évidemment, ils s'y attaquent aussi ».

Démocratie, structure, contenus et statuts des personnels : la holding en l'état est un puits sans fond, dangereux, qui risque davantage de détruire un outil d'excellence que de le confronter à Netflix. Certains députés de droite et du centre, sollicités par l'intersyndicale, avouent leur hésitation. Auront-ils le courage d'aller au bout de leurs convictions ? ■

CAROLINE CONSTANT

RETRouvez l'Humanité sur Internet

Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs...

Toute notre actualité à portée de clic.

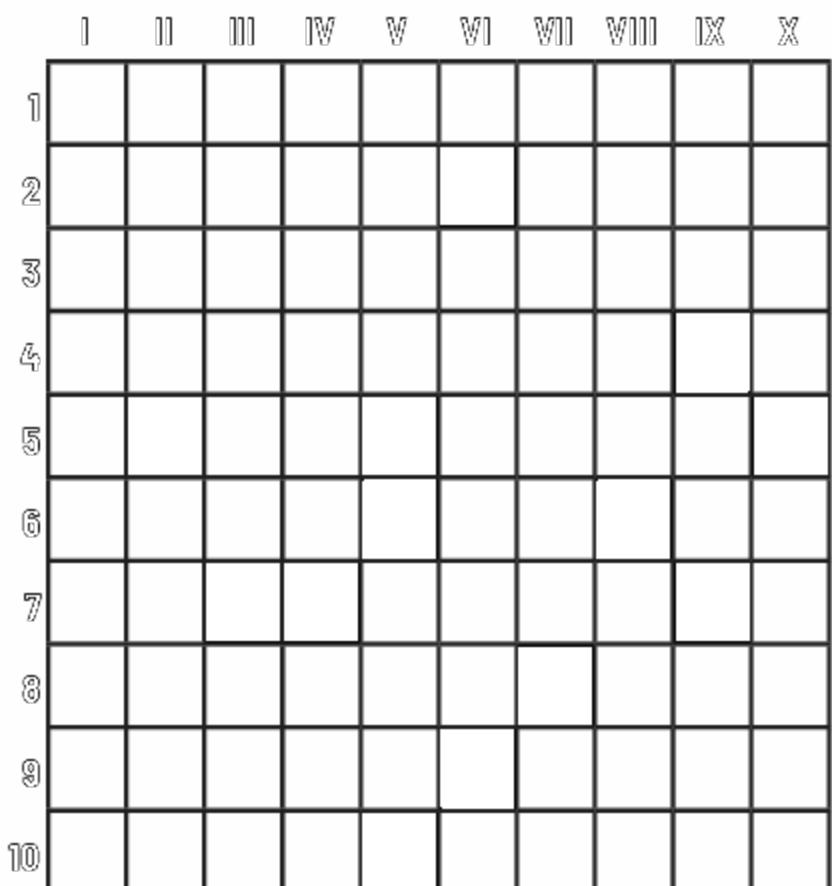
➤ www.humanite.fr

➤ facebook.com/humanite.fr

➤ twitter.com/humanite_fr

➤ linkedin.com/company/lhumanite

➤ Compte lhumanitefr sur Instagram

MOTS CROISÉS N° 24 214 par Martial Dubois**HORizontalement**

1. Jeune fille qui demande à entrer en religion. 2. Un petit saule aux rameaux flexibles. Existences. 3. Spécialistes en gâchettes. 4. Nattage. 5. Éclos. Inconsciemment. 6. Régimber. Lac du Soudan méridional. Boîte à images. 7. Iridium. Sur la Saale. 8. Canards au duvet fort apprécié. Passage étanche d'un sous-marin. 9. Amalgamer. Partie dallée de la cheminée. 10. Filets pour prendre des oiseaux. Meneur de baudets.

Verticalement

I. Arrière-train familial d'une personne. II. Avoir la hardiesse. Liquide organique. III. Femme séduisante, au charme dangereux. Pièce de vers du Moyen âge. IV. Donner un troisième labour. Lentilles. V. Aurochs. Armée républicaine irlandaise. VI. Entailles. VII. Ancien siège de la papauté. Douze mois. VIII. Démenties. Vin blanc. IX. Trois fois. Clé des chants. Cent mètres carrés. X. Oïve d'un violon. Mettre en joue. Ulus. IRA. VI. Raines. VII. Aliguron. Au. VIII. Misses. ASL. IX. Tel. Ul. Are. X. Esse. VIers. VERITABLEMENT. I. Postérieur. II. Désir. Ulne. III. Strenue. Dif. IV. Terrier. Ers. V. sage. VI. Ne. Ruer. VII. Léau. VIII. Eléphant. SAS. VI. Ultra. Atre. IX. Retz. Airelen. X. Desir. VIes. Z. Semurier. 4. Tres-

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Postulant. 2. Désir. VIes. 3. Semurier. 4. Tres-URUS. 5. Raine. VI. Raines. VII. Aliguron. Au. VIII. Misses. ASL. IX. Tel. Ul. Are. X. Esse. VIers. VERITABLEMENT. I. Postérieur. II. Désir. Ulne. III. Strenue. Dif. IV. Terrier. Ers. V. sage. VI. Ne. Ruer. VII. Léau. VIII. Eléphant. SAS. VI. Ultra. Atre. IX. Retz. Airelen. X. Desir. VIes. Z. Semurier. 4. Tres-

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion: agence Boconsell.
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 55**Publicité** Comédiance. Olivier Valentin, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication

Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité,

Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité

Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)**Numéro ISSN** 0242-6870**Dépôt légal** Date de parution**Commission paritaire** 1124 C 79615**Tirage du 13 juin 2025** 32 220 exemplaires

Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



LES VOYAGES de l'Humanité

Turquie

TRAIT D'UNION ENTRE ORIENT ET OCCIDENT

DU 24 SEPT. AU 8 OCT. 2025 • À PARTIR DE 3 825 €*

LE +

Les visites se feront en présence de Pierre BARBANCEY, journaliste de l'HUMANITÉ ainsi qu'un accompagnateur LVI.

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS

LVI - TLC VACANCES
45, rue Gustave Nicolle 76600 LE HAVRE
Tél. 0235 21 82 44
www.tlcvacances.fr

*Tarif basé sur un groupe de 20 personnes payantes / Réduction de 5% sur le prix du voyage pour les abonnés de l'Humanité.

l'Humanité magazine

LES CROISIÈRES de l'Humanité

Chine

CROISIÈRE AU FIL DU YANGTSE

DU 9 AU 20 NOVEMBRE 2025 À PARTIR DE 5 990€ TTC*

LE +

Avec vous à bord Dominique Vidal-Bari, ancienne correspondante de l'Humanité en Chine, elle donnera plusieurs conférences.

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS

Rivages du Monde
01 83 79 94 60
www.rivagesdumonde.fr/croisières-partenaires/lhumanité

l'Humanité magazine

Pourquoi la production d'acier est-elle stratégique?

Pour faire face à la guerre des droits de douane engagée par Washington, la Commission européenne a renforcé ses mesures de protection. Pourtant, la France est prête à laisser disparaître ArcelorMittal.

Notre industrie utilise de l'acier. Son intérêt pour notre économie est largement démontré. Il est aussi nécessaire à la transition écologique.

De multiples usages de l'acier sont à la base de nombreuses activités industrielles essentielles dans notre pays, que l'on retienne les critères de la richesse créée, du nombre d'emplois induits, de l'utilité sociale des productions : automobile, construction, défense, énergie, infrastructures, aéronautique... Par exemple, les plaques d'égout et les canalisations en acier de Saint-Gobain fabriquées en Meurthe-et-Moselle, dont l'entreprise compte le dernier haut-fourneau, font travailler des centaines de salariés, améliorent la performance des réseaux d'adduction d'eau – et par là même favorisent la préservation de la ressource. Comme le relevait un rapport d'information du Sénat en 2019, « l'acier est la fondation stratégique de notre économie ».

Stratégique, également, pour la transition écologique, car agir sur les émissions de l'industrie est nécessaire afin de tenir les objectifs de réduction des émissions de CO₂ de notre pays, et donc contenir le dérèglement climatique. Il faut engager la décarbonation de ces activités. À l'inverse, une absence de cette prise en compte stratégique, et de la sauvegarde en France de sa production, peut conduire à la disparition des aciéries en France à l'horizon 2030, au profit de productions dans des pays aux normes d'émissions carbone bien supérieures aux nôtres, alourdies du coût carbone lié au transport. La production d'acier est également stratégique pour la rénovation thermique des bâtiments ou des infrastructures. Agir contre le dérèglement climatique est un impératif de classe. Ce sont nos concitoyens les



SILVANA SILVANI
Sénatrice PCF de
Meurthe-et-Moselle

plus modestes qui en subissent le plus les effets... Stratégique, enfin, pour le devenir de filières relevant de la souveraineté économique de la France. Le choix fait le 4 juin par le président Trump d'un relèvement des droits de douane sur les importations d'acier est là pour nous démontrer que des secteurs entiers peuvent faire les frais, demain, de nouvelles guerres commerciales portant sur l'acier, ou de dépendances à des fournisseurs extérieurs. Le précédent de la flambée des coûts de l'énergie depuis la guerre d'agression russe contre l'Ukraine devrait nous servir d'alerte. Comme le relèvent les économistes Tristan Auvray et Thomas Dallery : « Comment assumer l'autonomie stratégique dans le domaine de la défense en ne disposant plus d'acier brut ? »

Une absence de sauvegarde des aciéries peut conduire à leur disparition d'ici à 2030.

Pour toutes ces raisons, l'acier est stratégique pour notre pays. À ce titre, le refus du président de la République d'envisager une nationalisation d'ArcelorMittal, contrairement à l'Italie ou au Royaume-Uni qui l'ont fait pour leurs principales aciéries, semble difficilement explicable autrement que par une volonté idéologique. Achever deux mandats placés sous le signe de la politique de l'offre par une nationalisation de la sidérurgie serait salutaire pour le devenir industriel de notre pays. La politique suivie depuis 2017 – et on pourrait évoquer la vente des turbines d'Alstom à General Electric en 2015 – est une erreur. ■



Pour une révolution industrielle, d'Anaïs Voy-Gillis, Presses de la cité, 2025.

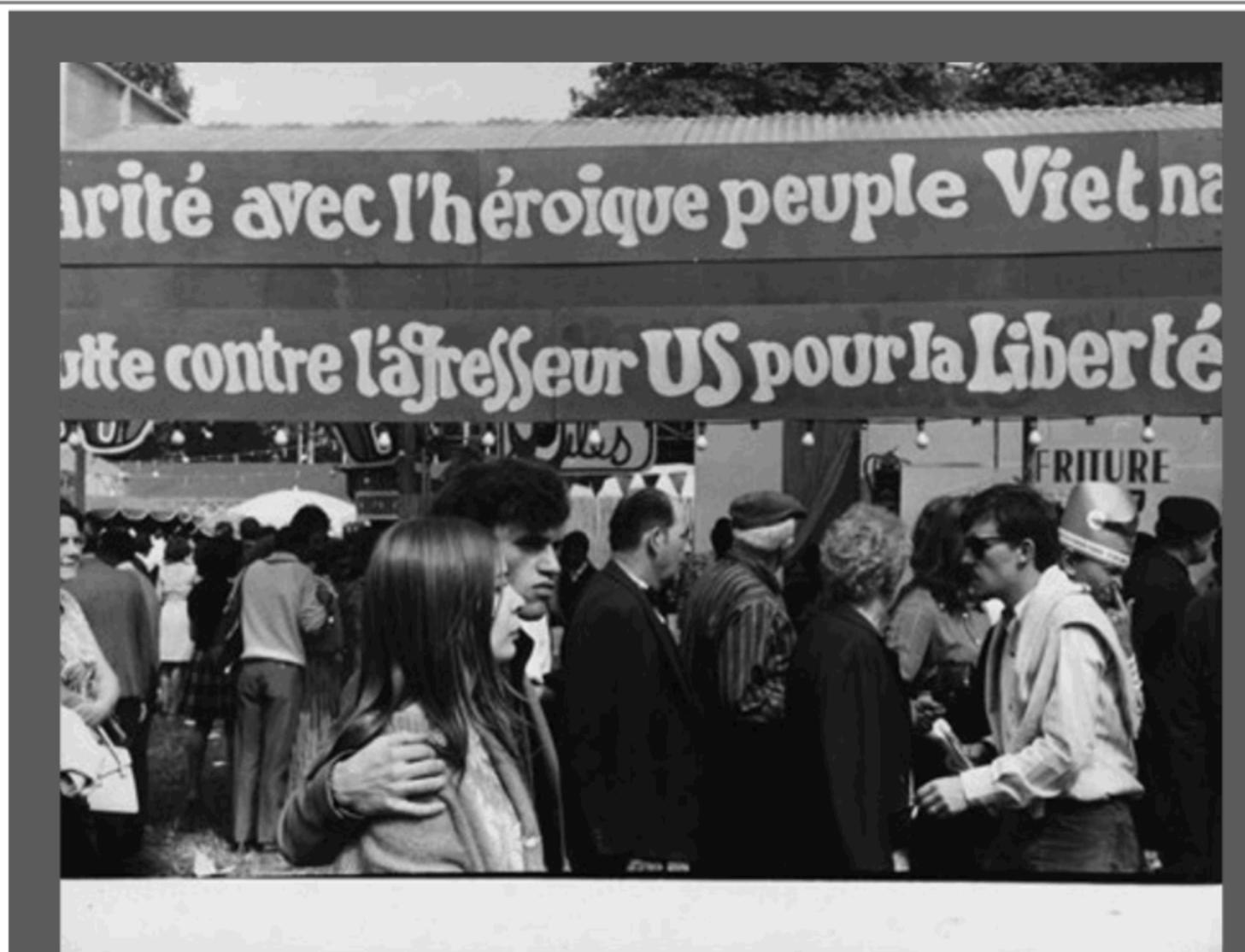
A lors que l'Europe cherche à renforcer son autonomie stratégique et à accélérer sa transition écologique, une question revient avec force : comment assurer la maîtrise de nos capacités industrielles sans trahir nos objectifs climatiques ? Une équation complexe où nous sommes confrontés à nos paradoxes et à la nécessité de réaliser des choix. Parmi tous les objets de discussion récents autour de la réindustrialisation, l'acier occupe une place singulière. Qu'il s'agisse de construire des éoliennes, des trains ou des réseaux d'infrastructures, l'acier est une brique de base de notre économie essentielle. Confrontée à des surcapacités de production mondiales et un dumping d'acteurs non européens, la production européenne peine à conserver ses parts de marché alors même que ce secteur est stratégique pour l'autonomie de l'Union européenne (UE). S'il est vrai que la production d'acier est émettrice de gaz à effet de serre, les industriels s'engagent dans la transformation de sa fabrication. Le secteur réalise des investissements importants, de long terme et qui nécessitent une stabilité réglementaire et des protections commerciales. Or, pendant que l'Europe investit pour réduire son empreinte environnementale, des pays comme la Chine ou l'Inde subventionnent massivement leur production d'acier, inondant le marché mondial avec des produits à bas prix, sans contraintes environnementales



ANAÏS VOY-GILLIS
Géographe,
spécialiste
des questions
industrielles

équivalentes. Résultat : le dumping social et climatique met à mal la compétitivité européenne. Il désincite l'investissement dans la décarbonation. Il pousse même certains industriels à envisager la délocalisation ou la fermeture. L'UE doit cesser d'être naïve. Il faut mettre en place des barrières à l'entrée robustes : une taxe carbone aux frontières réellement dissuasive, des clauses environnementales et sociales dans les accords commerciaux, des mesures anti-dumping efficaces et rapides ou encore une vraie réciprocité dans les normes. Défendre la production d'acier en Europe, c'est aussi poser la question de la circularité de nos ressources et de la souveraineté sur celles-ci. Aujourd'hui, la France exporte une grande partie de ses déchets métalliques, qui sont ensuite fondues ailleurs... pour être réimportées parfois sous forme d'acier bon marché. C'est un non-sens ! Pour réussir la décarbonation, il faut fermer la boucle : valoriser localement les déchets et les intégrer dans des processus de production bas carbone. Cela suppose de structurer la filière du recyclage, d'assurer l'accès à la matière première secondaire et de préserver notre autonomie sur l'ensemble de la chaîne de valeur. La production d'acier est un test grandeur nature de notre capacité à conjuguer souveraineté et transition écologique. Refuser de soutenir cette production, c'est accepter une double dépendance : industrielle et climatique. Mais la soutenir sans en revoir profondément les modalités serait tout aussi contreproductif. L'enjeu n'est pas seulement un enjeu économique, mais relève d'un choix de société. ■

Refuser de soutenir ce secteur, c'est accepter une dépendance industrielle.



**Les 7 et 8 septembre,
dans les allées de la Fête
au bois de Vincennes,
l'heure est à la solidarité
avec le peuple vietnamien.**



Cette édition a fait le plein avec quelque 500 000 visiteurs. Ci-contre, Waldeck Rochet, secrétaire général du PCF (au centre), avec la direction du journal.



À l'occasion de la 90^e édition de sa Fête, *l'Humanité* en retrace l'épopée en 20 dates clés

Sous les pavés, la Fête

1968

ne petite cocarde bleu-blanc-rouge en guise de point sur le « i » de « l'Humanité » et un jaillissement de couleurs façon arlequin de la commedia dell'arte. Toutes les couleurs du monde sont sur l'affiche de cette Fête 1968 qui, pour la troisième année consécutive, prend ses quartiers à Vincennes. Pour l'organe central du PCF, cette édition est quelque peu particulière. Quelques semaines auparavant, l'intervention de l'URSS en Tchécoslovaquie a entraîné une réprobation mondiale et plongé le mouvement communiste international dans la crise. La « presse bourgeoise » prédit et espère que cette situation aura des répercussions lourdes sur la Fête en termes de fréquentation et d'ambiance.

Alors, jusqu'au bout, la politique soviétique est instrumentalisée contre le PCF et son organe central. Deux jours avant l'ouverture du rendez-vous de septembre, la SFIO somme les communistes d'être plus durs dans leur condamnation de l'intervention. Le journal répond de manière cinglante : « Nous nous sommes élevés avec netteté contre l'intervention militaire, nous nous sommes prononcés pour une solution politique impliquant le retrait des troupes d'intervention, nous avons formulé le souhait que l'application des décisions soviéto-tchécoslovaques de Moscou ouvre la voie à une telle solution. Il n'y a là ni recul, ni changement, ni la moindre ambiguïté. » Si la Fête fait le plein avec quelque 500 000 visiteurs, les ventes de la vignette accusent cependant une baisse de 13 %, signe d'un malaise certain.

PAS DE RUPTURE AVEC L'URSS

René Piquet, membre du secrétariat du PCF, qui prononce pour le comité central le discours du meeting du dimanche après-midi, consacre de longues minutes à la situation internationale. S'il reprend la ligne politique donnée dans *l'Humanité*, il évoque aussi les débats qui agitent le mouvement communiste international. « C'est parce que nous luttons pour le triomphe du socialisme dans notre pays et dans le monde que nous rappelons aussi que ce triomphe du socialisme passe nécessairement par l'unité du mouvement communiste international, par l'amitié avec le pays de la révolution d'Octobre et son parti communiste », explique-t-il. Le message est clair : le PCF n'ira pas plus loin dans sa prise de distance avec l'Union soviétique.

La situation politique intérieure est également inédite. Quelques mois auparavant, le pays a vécu un printemps brûlant. À l'issue de ces mois marqués par une grève générale d'une ampleur rarement vue, les travailleurs ont arraché des avancées inédites en matière de conditions de travail et de salaires. Un seul exemple : le salaire minimum, le Smig, a bondi de 35 %, entraînant avec lui des

La 32^e édition prend une nouvelle fois ses quartiers à Vincennes. Les couleurs vives de l'affiche contrastent avec l'ombre portée par l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Tout comme les victoires sociales de Mai 68 heurtent la déroute des législatives de juin.

augmentations de salaire généralisées. La France gauliste, engoncée dans le conservatisme, a été ébranlée par un mouvement étudiant inédit. « Jouir sans entrave », « interdit d'interdire », ces slogans imaginatifs, provocants et subversifs qui restent dans l'imaginaire commun comme des symboles de Mai 1968 ne doivent pourtant pas faire oublier qu'aux élections législatives du mois de juin, c'est une déferlante conservatrice. Le PCF, qui disposait de 73 sièges, en conserve 34 et passe derrière la SFIO, qui limite la casse et conserve ses 57 députés.

Dans ce contexte qui révèle en réalité une société française fracturée, la Fête est un franc succès populaire. À Vincennes, on croise tout un monde solidaire et heureux d'être là. Parmi cette foule, il y a la famille Laudereau. Le père, Robert, a filmé cette édition en 8 mm et en couleurs (1). Il fait beau et chaud, les allées sont noires de monde. Les cuisses de grenouille et les escargots sont à 6 francs, les merguez à trois. Sur les stands, c'est la solidarité avec la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme états-unien qui s'affiche. Une motion qui demande « l'ouverture immédiate d'une véritable négociation de paix et l'arrêt immédiat des bombardements (américains) et tous autres actes de guerre » est adoptée « à l'unanimité » par la foule lors du meeting. L'exposition Fernand Léger attire près de 50 000 visiteurs. Dans la dynamique du mois de mai, la dimension culturelle de la Fête de l'Humanité s'élargit. C'est la naissance de la « cité des théâtres », lieu de rencontre et d'échanges entre théâtres, municipalités et la revue *la Nouvelle Critique*.

Le retour sur mai-juin et la séquence législative posent la question de l'information et de la censure qui règnent à l'ORTF. Les médias de masse d'État ont raconté pendant des semaines l'histoire d'une France au bord du chaos, contribuant à amplifier le vote pour « l'ordre et la sécurité » incarné par de Gaulle. Un stand baptisé Télé-liberté organise un référendum sur la liberté d'expression. Déjà, la question du seul papier comme support du journalisme communiste s'invite concrètement avec la création de

« Radio Huma ». Durant trente-six heures, elle offre aux 500 000 visiteurs de la Fête de l'information, des reportages, des interviews. Mais également un feuilleton radiophonique réalisé spécialement par Pierre Dac et un jeune comédien, Paul Préboist. Deux stars du petit écran, Roger Lanzac et Jacqueline Joubert, présentent les artistes qui se succèdent sur la scène centrale. On y retrouve des vedettes de la chanson française comme Adamo, Isabelle Aubret, Mireille Mathieu, Line et Willy, des humoristes comme les Charlots ou le duo Roger Pierre et Jean-Marc Thibault... Sans oublier les Choeurs et danses de l'Armée rouge. Mais aussi les Moody Blues. Une première : la british invasion arrive en France. Et ce n'est pas un hasard si c'est à la Fête de l'Humanité.

LE « MANIFESTE DE CHAMPIGNY »

Depuis le début des années 1960, les vedettes yéyé sont de la programmation musicale. Les Jeunes communistes éditent *Nous les garçons et les filles*, un *Salut les copains* qui fait de la politique. Mais la bande originale de Mai 68 s'est teintée d'un son pop-rock venu d'outre-Manche. Musicalement, cette Fête inaugure une tendance qui va marquer les prochaines éditions. Après les Moody Blues, viendront les années suivantes Pink Floyd, The Who, The Kinks... Une ouverture qui est la partie émergée d'un iceberg théorique. Mai 68 a conduit le PCF à se confronter à l'enjeu de son influence dans la jeunesse et à repenser plus largement son rapport à la société, sa stratégie, sa doctrine, sa conception du socialisme et sa démarche démocratique. D'où le « manifeste de Champigny » en décembre de la même année avec ses nouveautés théoriques sur socialisme et démocratie. D'autant que dans la sphère étudiante, le mouvement a entraîné l'émergence d'une multitude d'organisations « gauchistes » et groupuscules révolutionnaires en rupture avec le Parti communiste. Certes, ces militants étudiants ne sont qu'une infime frange de la jeunesse et ils sont loin d'incliner ses aspirations, notamment l'envie de liberté et d'air frais. Mais ils font preuve d'un activisme anti-PCF redoutable. Un fonds de commerce qui va permettre à certains d'entre eux de jouer les premiers rôles dans la bataille idéologique anticomuniste dans les décennies suivantes et encore aujourd'hui. ■

STÉPHANE SAHUC

(1) <https://www.cinearchives.org/>

Prochain épisode, mardi 24 juin :
la Fête de l'Humanité 1973



Dans le jardin de la Maison rouge, à Ouidah. Outre ses 30 chambres, ce lieu accueille des expositions, des rencontres littéraires et théâtrales, ainsi que des performances dansées.

Ouidah (Bénin), envoyée spéciale.

« *La vie ne t'envoie jamais les choses que tu n'es pas capable d'attraper* », disait à Céline Coyac un ami sénégalais, conseil suivi par cette jeune quinquagénaire, qui a toujours plusieurs fers au feu. Elle a pas mal roulé sa bosse avant de se fixer, en 2009, à Cotonou (Bénin), où elle a rencontré son époux. Ils ont eu deux enfants, Solal, 8 ans et Louna, 6 ans. Ils en ont élevé trois autres dans la logique de la « grande famille africaine ».

Céline croit aux signes. Son nom de famille, Coyac, et Atindehou, celui d'Arsène, signifient tous deux « à l'intérieur du tronc d'arbre ». Écolo tendance végétarienne, elle est de gauche dans une famille de droite. Le grand-père maternel, avocat, député, proche de Giscard, « était anti-loi Veil, tout le contraire de moi ! Je me suis fait traiter par lui de communiste plus d'une fois ! ».

Enfance bien cadrée à Chartres, auprès d'une mère avocate et d'un père de vingt-trois ans son aîné. À 6 ans, Céline se met à danser. Méthode Irène Popard (1894-1950), « l'Isadora Duncan française » qui enseignait dans les quartiers ouvriers de la ceinture rouge, militant pour « libérer la femme du corset, ouvrir les épaules, redresser le dos ». Après le bac, elle choisit la danse malgré « un petit cœur et une petite tension », intègre donc l'école d'Irène Popard à Paris, se gave d'anatomie, de législation, d'histoire de la danse, passe son diplôme d'État et enseigne.

Elle enchaîne aussi les petits boulot, dont un poste au Paradis du fruit. « Au bout de

Céline Coyac, couper les ponts sans perdre le fil

Avant le Bénin, où elle a rencontré son mari et dirige un hôtel pas comme les autres, elle a bourlingué et enchaîné les petits boulot. Elle a toujours dansé et pratiqué le yoga. Portrait d'une femme hyperactive qui n'a pas froid aux yeux.

deux mois, on me propose la direction ! » Elle refuse, entre en Lettres modernes, s'instruit, entame une psychanalyse. Elle passe le concours du conservatoire de théâtre de la rue Lafontaine, y reste trois ans. Elle intègre une compagnie à Nancy. Puis elle voyage, découvre la danse contact improvisation...

« L'EXPÉRIENCE DU DÉPOUILLEMENT »

« On me propose, en juillet 2009, de rejoindre un projet d'association locale au Bénin afin de former des jeunes au métier d'animateur. » Pour elle, l'Afrique est un « songe adolescent, une image d'Épinal ». Elle vient de perdre ses droits à l'intermittence. À son arrivée, Cotonou est plongée dans le noir. « Il n'y avait alors presque pas d'électricité. De Cotonou à

Ouidah, c'était une simple piste sans goudron avec des tubes de néon qui éclairaient faiblement de gros bidons d'eau remplis d'essence frelatée. » À Ouidah, elle rencontre Arsène. Coup de foudre. De retour en France, elle ne songe qu'à repartir après avoir tout liquidé.

Elle vit à Ouidah, capitale du vaudou, haut lieu du destin tragique des esclaves entassés dans les navires négriers. Le directeur de l'Institut français de Cotonou lui demande d'être l'assistante du metteur en scène Philippe Adrien venu présenter une pièce. Elle fréquente aussi l'École internationale de théâtre où, « à l'époque, il n'y avait qu'une simple piste de sable entre mer et lagune ». Elle gagne 150 euros par mois, faisant ainsi « l'expérience du dépouillement ».

L'ambassade lui offre un job d'appoint au service presse. « Je lisais cinq journaux, je regardais la télé, je rédigeais une rapide synthèse. » Elle se passionne pour la Constitution du Bénin, s'ancre chaque jour davantage.

L'OBSSESSION DE L'AGROÉCOLOGIE

Céline est embauchée à la Fondation Zinsou, tournée vers l'action sociale et la culture. Elle y reste de 2010 à 2015, s'occupant du pôle Boutique-Maison des invités... En parallèle, elle s'emploie au Centre chorégraphique Multi corps monté par Marcel Gbeffa et dispense des cours de yoga et de danse. En 2014, s'inscrit dans son cours l'Allemande Petra Foussard, qui a créé, à Cotonou, avec son mari Xavier, français grandi au Maroc, Maison rouge, hôtel plutôt haut de gamme, lieu d'exposition, de rencontres littéraires et théâtrales, de performances dansées. Xavier a fait l'école hôtelière de Lausanne. Petra vient de la mode. Ils cherchent une directrice. Céline se porte volontaire. Après dix jours de formation, ils lui confient les clés.

Maison rouge, nous dit Céline, c'est à présent trente chambres, deux piscines, des arbres partout, un paon qui fait la roue, deux perroquets et la mer au loin. « J'ai amené mon obsession de l'agroécologie, en bonne intello de gauche ! Et cette envie humaniste de vouloir travailler en équipe qui me vient de la danse. » Elle n'ignore pas la menace djihadiste qui grignote du terrain au nord du pays. Elle déclare : « La danse m'a permis de réintégrer un corps avec un esprit. Je lis Frantz Fanon. Ce que je fais à mon petit niveau, contribue au monde, même si on me dit utopiste. Je pense aussi à l'unité africaine. » ■

MURIEL STEINMETZ